

Syrie : le ton monte entre Moscou et Washington

En exclusivité pour RIVAROL le testament du professeur Faurisson

Théorie du genre : l'“Education nationale” dans ses basses œuvres

RIVAROL

N° 3253

“*Quand les peuples cessent d'estimer, ils cessent d'obéir*”

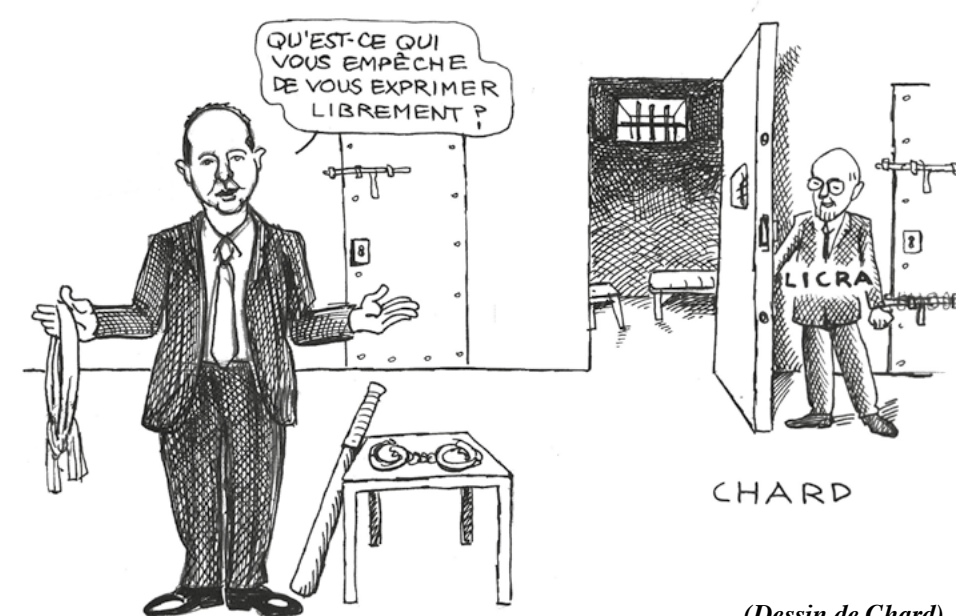
13/10/2016

HEBDOMADAIRE DE L'OPPOSITION NATIONALE ET EUROPÉENNE PARAISSANT LE JEUDI

Occupation allemande en France : Le Pen condamné par les juges européens et par sa fille

LE 6 OCTOBRE, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a rejeté le recours intenté par Jean-Marie Le Pen dans l'affaire dite de l'occupation allemande en France. Ainsi s'achève de la pire des façons un dossier vieux de plus de onze ans. Un bref retour en arrière s'impose pour mieux comprendre les ressorts de ce dossier. Le 7 janvier 2005, RIVAROL publiait une longue interview de deux pleines pages du président du Front national au terme de laquelle on pouvait lire à propos du soixantième anniversaire des commémorations de la fin de la Seconde Guerre mondiale les propos suivants : « En France du moins, l'occupation allemande ne fut pas particulièrement inhumaine, même s'il y eut des bavures inévitables dans un territoire de 550 kilomètres carrés. [...] » S'ensuivirent plusieurs procès pour contestation de crimes contre l'humanité et apologie de crimes de guerre contre le Menhir, le directeur de RIVAROL et le journaliste ayant réalisé l'entretien, en première instance en 2007, en appel en 2008, de nouveau en appel en 2012, après une première cassation. En juin 2013 la cour de cassation rejeta définitivement le recours des trois prévenus, confirma leur condamnation (trois mois de prison avec sursis et 10 000 euros d'amende pour Le Pen, 5 000 euros et 2000 euros d'amende respectivement pour le directeur de notre hebdomadaire et le journaliste).

C'est alors que Jean-Marie Le Pen saisit en dernier recours la Cour européenne des droits de l'homme. Ceux qui pensaient que les juges européens étaient plus respectueux de la liberté d'expression et d'opinion des parlementaires et des publicistes en seront pour leurs frais puisque la CEDH juge “irrecevable” la requête de Le Pen, considérant que



(Dessin de Chard)

sa condamnation était « fondée sur des motifs pertinents et suffisants ». La décision des tribunaux français s'est certes traduite par une « ingérence dans la liberté d'expression » de Jean-Marie Le Pen, reconnaissent les juges européens, mais celle-ci n'était pas “disproportionnée”, ont-ils estimé. On nage là dans l'arbitraire le plus absolu car qui décide et au nom de quels critères des limites légitimes et proportionnées à la liberté d'expression. « Les juridictions nationales ont condamné le requérant à l'issue d'une analyse méthodique et approfondie des propos incriminés, en relevant que ceux-ci étaient loin de se limiter à une critique constructive mais tendaient en réalité à réhabiliter une organisation criminelle », a ajouté la CEDH qui vise là une brève anecdote racontée par Le Pen s'agissant du massacre d'Ascq qui avait été arrêté en avril 1944 par la Feldgendarmérie (Le Pen avait parlé de la Gestapo de Lille). Cette simple anecdote racontée brièvement dans le cadre d'une conversation à bâtons rompus a suffi aux magistrats français et européens pour évoquer une volonté délibérée de la part du fondateur du Front national de réhabiliter la Gestapo, organisation jugée criminelle à Nuremberg. On voit là à quel point, soixante-dix ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, seule une lecture totalement manichéenne du conflit est autorisée : tous les bons et les héros

étaient d'un côté, tous les méchants et les assassins de l'autre.

OR, comme nous l'avons souvent expliqué, citant le grand Maurice Bardèche, c'est cette jurisprudence de Nuremberg qui aujourd'hui nous paralyse face à tous les phénomènes de dissolution interne et d'invasion externe. Car si tout mouvement se réclamant de la nation, de la famille, du sol, du droit du premier occupant, de la morale traditionnelle, du respect des anciens, de la légitime défense face aux agressions, est suspect voire considéré comme potentiellement criminel, alors il devient impossible de résister au délitement de la famille, à la subversion des mœurs et du vocabulaire, au phénomène de submersion migratoire et de Grand Remplacement, au suicide organisé d'un peuple, d'un pays, d'un continent, d'une civilisation. Et il est particulièrement déplorable que même dans des organisations populistes l'on croie intelligent de faire chorus avec le Système et de valider des mensonges.

Le 5 octobre Jean-Marie Le Pen contestait devant le tribunal de grande instance de Nanterre son exclusion, le 20 août 2015, du mouvement qu'il a fondé et présidé pendant quelque quarante ans. Or il est frappant de constater que la plaidoirie de l'avocat du Front national, Me Georges Sauveur, qui répondait à celle du conseil de Le Pen, l'excellent et talentueux Me

Frédéric Joachim, ne s'est nullement aventurée sur le terrain du droit des associations, n'a nullement développé des considérations juridiques mais a consisté, pour mieux accabler le Menhir et justifier son exclusion, à recenser minutieusement, d'un air offusqué, toutes les condamnations antérieures de Jean-Marie Le Pen pour délit d'opinion. « On aurait dit l'avocat du MRAP » a ironisé le fondateur du FN à la sortie de l'audience. Le conseil du FN a en effet expliqué que si Marine Le Pen avait décidé de pousser son père vers la sortie, c'est qu'elle ne supportait plus ses propos politiquement et historiquement incorrects. Ce qui, soit dit en passant, prouve, ainsi que l'a relevé même l'hebdomadaire Marianne, que la décision d'exclure le fondateur était bel et bien « une décision mûrie de longue date, un complot longtemps ourdi. L'aveu est de taille. »

Tout ce que la gauche et la fausse droite ont reproché à Le Pen pendant des décennies, le détail, Durafour crématoire, l'internationale juive, l'inégalité des races, l'occupation allemande en France, la défense du maréchal Pétain, etc, l'avocat mariniste le lui a fait durement grief à son tour, qui plus est devant un tribunal, terminant sa plaidoirie par un infect : « M. Le Pen est un détail de l'histoire du Front national ». On admirera là toute la piété filiale et la noblesse de sentiment de Marine Le Pen qui ne doit qu'à son géniteur les fonctions aussi prestigieuses que rémunératrices qu'elle occupe aujourd'hui. On se serait cru à un procès maoïste où les enfants accusaient leurs parents de tous les maux devant le tribunal révolutionnaire !

CETTE SOUMISSION à la pensée unique est insupportable et participe de la réduction chaque jour plus coercitive des libertés publiques. Le Parquet a ainsi ouvert une enquête préliminaire pour apologie de terrorisme (sic !) contre Eric Zemmour après que le journaliste eut affirmé, dans un entretien à Causeur, « respecter des gens (les djihadistes) prêts à mourir pour ce en quoi ils croient, ce dont nous ne sommes plus capables ». L'enquête a été confiée à la Brigade de répression de la délinquance

Suite de
l'éditorial page 2

N°3253 DU 13 OCTOBRE 2016

www.rivarol.com

Imprimé en France/Printed in France

L 14240 - 3253 - F: 3,50 €



Tribune libre

La future guerre ethnique a-t-elle déjà commencé ?

QUEL est l'avenir de notre pays si rien ne change ? Peu brillant. En effet, à moins qu'un événement inédit vienne à bouleverser les données actuelles, la France risque fort de ne plus ressembler à celle de nos ancêtres d'ici à trente ans : l'ex-royaume de Louis XIV sombre, jour après jour, dans un marigot couscoussier où voile de rigueur pour les femmes, et djellaba pour les hommes, risquent à terme de devenir des tenues courantes pour les sorties en ville. Les raisons de ce drame sont parfaitement connues (remplacement progressif des anciens "souchiens" par une population subsaharienne et maghrébine) et — sauf à être jugulées par un homme à poigne —, cet avenir paraît inéluctable. La nature même de nos futurs remplaçants inquiète, dans un contexte de guerre ethnique. En effet, nous ne cohabitons pas avec de pacifiques Espagnols, ou d'amicaux Suédois, mais avec une population qui, d'une part, reste très éloignée à tous les points de vue du moule européen et, d'autre part, souscrit à une religion non paisible : depuis son apparition, l'Islam a généré guerres, conflits, et même génocides —



ceci siècle après siècle, aux quatre coins de la planète, malgré les psalmodes des bobos (« pas d'amalgames ! »). Le Coran contient, en outre et de manière incontestable, des dizaines d'appels clairs à la razzia et aux meurtres, sans que nul parmi les esprits éclairés de Rome ou de la rue Cadet ne songe à en souligner la violence intrinsèque.

C'est dans ce contexte que l'Ifoop a réalisé un sondage commandé par l'Institut Montaigne, sur les musulmans de France. Les résultats en sont explosifs et angoissants. Dans ce travail fouillé, l'Ifoop distingue trois grands groupes, en fonction des pratiques des personnes sondées. Le premier groupe (46 %) compte des musulmans « soit totalement sécularisés, soit en train d'achever leur intégration, sans renier leur religion ». Bien qu'on puisse douter du caractère scientifique de cette phrase — « achever son intégration » étant un concept particulièrement élastique —, on remarque que ces soi-disant intégrés souscrive à l'islam quand même.

Le deuxième groupe, représentant un solide 25 %, est « plus pieux et plus identi-

taire », tout en rejetant le voile intégral. Ce groupe est, si on lit entre les lignes, en réalité pas du tout éloigné de l'islam rigoureux, à l'exception du costume de Belphegor.

Le dernier groupe, que l'Ifoop évalue à 28 %, réunit des croyants qui ont « adopté un système de valeurs clairement opposé aux valeurs de la République », s'affirmant « en marge de la société ». Les jeunes, les moins insérés dans l'emploi et les convertis sont les plus disposés à adhérer à ce modèle. Là au moins c'est clair : on a là un vivier de terroristes en devenir, c'est-à-dire une bombe à retardement, probablement deux millions d'individus belliqueux, dont le bras armé est chez nous.

QUE PENSENT LES MUSULMANS VIVANT EN FRANCE ?

Le rapport qu'a rédigé l'Institut Montaigne minimise fortement les chiffres réels probables de la présence musulmane en France : il avance que les musulmans représenteraient 5,6 % des habitants de métropole (soit entre 3 et 4 millions d'habitants). La réalité est évidemment au minimum de six à huit millions... On note que 88 % des musulmans interrogés acceptent de serrer la main d'une personne du sexe opposé (donc 12 %

des six millions de musulmans "Français" le refusent !). 70 % des personnes interrogées déclarent acheter de la viande halal et 65 % sont favorables au port du foulard ! 26 % des hommes seulement (et 18 % des femmes) rejettent fermement le port du voile islamique — en creux, 80 % des musulmans ne sont pas opposés au principe du voile. Quelque 37 % des personnes de culture musulmane considèrent que les jeunes filles devraient pouvoir porter le voile au collège et au lycée et 24 % (un chiffre effrayant) sont favorables au port du niqab. Quant à la fréquentation des mosquées, 70 % des musulmans interrogés s'y rendent avec ferveur.

Ces résultats inspirent de nombreuses réflexions, mais saluons le courage de leurs auteurs : depuis 1978, la loi « informatique et libertés » interdit de recueillir et d'enregistrer des informations faisant apparaître, directement ou indirectement, les origines « raciales » ou « ethniques », ainsi que l'appartenance religieuse des personnes. Se renseigner sur le nombre de musulmans en France, et *a fortiori* sur leurs pratiques de l'Islam, est passible d'une peine de cinq ans de prison et de 300 000 euros d'amende. A suivre...

Ce sondage, qui a fait couler beaucoup d'encre, fait suite à un autre, passé inaperçu. 70 % au moins des musulmans en France observent le ramadan (données Insee 2016) alors que nul ne les y contraint. Il est à noter au passage que toutes les radios et télévisions françaises annoncent au garde-à-vous le début du Ramadan... quand il ne viendrait à personne chez les mêmes l'idée d'annoncer, par exemple, l'entrée en Carême ! Certains musulmans ne goûtent pas, du reste, la liberté de penser à la française : au premier jour du mois de Ramadan avant l'été, une jeune serveuse d'un bar de Nice a été violemment agressée par deux individus parce qu'elle avait servi de l'alcool à la cantonade. La porteuse de pastis (qui présentait un hématome important à l'arcade sourcilière) a porté plainte pour agression, de même que le propriétaire de l'établissement. Ce n'est pas la première fois que se produit une telle agression dans la Cité des Anges. En octobre 2014, dans le même quartier, trois hommes, dont le responsable d'un établissement halal, s'en étaient pris à un boulanger qui proposait des croque-monsieur au jambon, laissant le français sur le carreau. Ils avaient été condamnés à six mois de prison avec sursis — autant dire rien. En 2012 à Marseille, même scénario, avec restaurateur non halal molesté par des musulmans désapprobateurs. Et n'évoquons pas les innombrables banlieues où se promener en jupe entraîne désormais des agressions verbales ou physiques, hurlées par les fameux "jeunes".

Revenons au chiffre de 70 % de pratiquants du Ramadan. Il démontre qu'une écrasante majorité de musulmans en France souscrit de manière formelle à l'Islam, le Ramadan — curieux mélange d'abstinence totale le jour et de libations débridées la nuit — étant très contraignant : il y a interdiction de boire de l'eau tant que le soleil luit. Le bobard de musulmans intégrés à la société française est, avec cette fête du Ramadan, mis à nu : tout comme avec l'égorgement de masse de moutons — pratique répandue désormais dans toute la Gaule sous l'œil complice des autorités sanitaires — on a au contraire affaire, sans conteste possible, à une majorité d'exogènes (les 70 %) incapables de trinquer avec rouge et saucisson. Or, la version la plus agressive et intolérante de l'Islam s'étant répandue dans nos cités, la déflagration entre disciples d'Allah et peuple européen devient une quasi-certitude. Rappelons que les attentats de Bruxelles ont été accueillis sous les vivats de mousmées éructantes dans le quartier de Molenbeek...

Concluons : au moins un tiers des musulmans de France nous battent froid et ne souscrivent pas aux lois, la charia étant le seul corpus législatif reconnu par eux.

Najat Vallaud-Belkacem en prend acte, du reste : en instituant l'apprentissage de l'arabe dès le CP en cette rentrée 2016, elle anticipe sans doute un devenir proche. La fille de l'Atlas entérine, au fond, le fameux « vivre ensemble » des temps à venir : celui où le Français deviendra la seconde langue d'une société où Mahomet dicte aux Blancs ses préceptes venus du désert.

DROIT AUX LETTRES

● De Charles GALTIER :

CHANCE OU TRAHISON ?

Nous savons, par les chiffres [selon l'INSEE la France compte 20 millions d'habitants de plus qu'en 1962 alors même que les naissances, y compris d'allogènes, compensent tout juste les décès] que l'immigration que subit notre pays depuis plusieurs décennies, par sa quantité, est une véritable colonisation à rebours, une invasion cachée. De Giscard d'Estaing à Sarkozy, en passant par Mitterrand et Chirac, tous les dirigeants, soit passivement, soit activement, ont été responsables. De Gaulle ayant livré l'Algérie au FLN ne peut être exonéré. Entre une immigration encouragée, que la situation de l'emploi aurait dû écarter, et une invasion de clandestins inexpulsés, tolérés, présidents, ministres sont tous complices...

Il est permis de se demander comment aurait été appréciée l'action du Gouvernement de Vichy (1940-44) si celui-ci avait décidé l'immigration [en sus des soldats d'occupation] de centaines de milliers de civils allemands avec femme, enfants, parents (blancs

et chrétiens). Est-ce que ce processus aurait été considéré comme un acte de haute trahison ? Ou bien aurait-on dû estimer que tous ces immigrants auraient été une chance pour la France ? Comme ces millions d'Africains musulmans qui actuellement tentent d'imposer leur "charia" ici ?

● De John de NUGENT :

CROMWELL

Dans l'article excellent de Jean Terrien « Aux origines secrètes du judéo-christianisme » (RIV. 3251 du 29 septembre 2016), le rédacteur écrit à tort (à mon avis, mais comme tous les auteurs nationalistes) que c'est [le calviniste Oliver] Cromwell qui autorisa [les Juifs] à revenir [en Angleterre]. Certes, Cromwell fut judéophile et reçut probablement de l'aide financière des Juifs d'Amsterdam pour instaurer en Angleterre son régime judéo-chrétien, calviniste et régicide. Je suis loin de vouloir le défendre.

Mais comme l'explique l'excellent E. Mi-

chael Jones (grand expert paléo-catholique états-unien, ancien professeur licencié pour son opposition au concile Vatican II et pour "antisémitisme") dans son grand œuvre magistral *The Jewish Revolutionary Spirit*, Oliver Cromwell, un chrétien vraiment sincère (à sa façon) mais naïf, espérait en 1655-1657 convertir les Juifs, une fois ceux-ci "revenus" au Royaume-Uni, à la religion du Christ.

Mais le George Soros de l'époque, Menasseh Ben Israel, expliqua à Cromwell, plus que déçu, que ce serait absolument inadmissible. Pire pour les desseins des Juifs, un auteur calviniste, William Prynne, s'alarmait des discussions sur le retour des Juifs (expulsés en 1290) et publia en 1657 un pamphlet convaincant auprès des calvinistes dont le titre est *A Short Demurrer* (Une brève réticence), avertissant les Anglais du risque d'extermination du christianisme et d'esclavage économique sous une communauté juive puissante et organisée.

En 1658, Cromwell, l'ami déçu des Juifs, céda à l'âge de 59 ans. Selon Jones, les Juifs commencèrent par la suite à "revenir" sous la monarchie (qui fut rétablie après la chute des Cromwell) mais de façon entièrement subreptice, une famille arriva, puis une autre, puis une dizaine, sans faire le moindre bruit.

Cromwell avait renoncé à faire revenir les Juifs, et mourut peu après cette décision.

soient systématiquement requalifiées en "violences" devant la justice. Il s'agit pourtant bel et bien de « tentatives d'homocide » et elles sont commises par des individus « extrêmement déterminés », souvent même des mineurs, qui savent qu'ils prennent peu de risques à s'attaquer ainsi aux forces de l'ordre. Pourquoi une telle impunité ? Le policier répond sans hésiter : « on ne veut pas revivre les émeutes de 2005 et avoir de nouveaux Zayed et Bou-na », ces deux jeunes allogènes qui, pour échapper à la police qui les poursuivait, s'étaient réfugiés dans un transformateur EDF et étaient morts électrocutés. Ce qui n'était qu'un tragique accident s'était aussitôt transformé en "bavure" et avait été prétexte à un déferlement de violence dans les banlieues immigrées lors du Ramadan 2005. Des banlieues armées, qui savent, grâce à l'incurie complice du gouvernement et à la jurisprudence de Nuremberg qui nous tétanise, détruit nos défenses immunitaires, empêche de nous protéger, de riposter, de reconquérir notre liberté intérieure et, partant, notre territoire, que la peur n'est hélas pas près de changer de camp.

RIVAROL

<jeromebourbon@yahoo.fr>

Jean BEAUMONT.

Suite de l'éditorial

contre la personne (BRDP), après que le parquet de Paris eut été saisi par des familles de victimes des attentats du 13 novembre 2015 et par SOS-Racisme.

Pas plus qu'il ne s'agissait de glorification de la Gestapo lilloise dans l'interview de Le Pen donnée à RIVAROL, les propos de Zemmour ne sont une apologie du terrorisme islamique mais un simple constat de la déchéance d'un peuple et d'une nation qui ne croient plus en rien et sont incapables de donner leur vie ou leur liberté pour une cause qui les dépasse, pour des principes et des vérités non négociables. Mais en France on ne peut plus s'exprimer librement. Et il est triste qu'aujourd'hui ce soit un Zemmour qui crée régulièrement la polémique avec ses propos et non plus le Front national qui, à force d'aseptisation continue du discours et de reniements innombrables, n'est plus « l'astre noir autour duquel tourne la vie politique française », comme le définissait naguère pour s'en désoler François Léotard.

PUISQUE L'ON a plus peur des mots que des maux et que dire la vérité coûte de plus en plus cher, il ne faut pas s'étonner que l'on soit totalement impuissant face à la multiplication d'actes de plus en plus

barbares, comme ceux qui ont eu lieu le samedi 8 octobre à Viry-Chatillon dans l'Essonne, une cité connue pour ses trafics de drogue. Deux voitures de police ont en effet été prises en embuscade et attaquées au cocktail Molotov. Une fois les voitures en feu, les « chances pour la France » ont tout fait pour empêcher les policiers de s'extraire des véhicules. Deux policiers ont été grièvement blessés : la première, une mère de trois enfants, a été brûlée au visage et au torse tandis que son équipier de 28 ans, dans le coma, devra subir une greffe de visage et perdra sans doute l'usage de ses mains. Les deux autres policiers, dont les brûlures sont moins graves, sont en état de choc. Mais le Premier ministre l'assure la main sur le cœur : « il n'y a pas de zone de non-droit en France ». Mentir avec aplomb est évidemment la condition *sine qua non* de l'exercice du pouvoir, mais même un média aussi vendu à la pensée unique que France info n'a pas censuré le démenti formel d'un policier qui connaît bien la situation de ces cités inaccessibles aux forces de l'ordre. « Il y a une volonté de tuer » soulignait ainsi le policier trois jours après le drame, bien que les attaques

Chronique de la France asservie et... résistante

C'EST une histoire hallucinante. Un magazine allemand, *Baby & Family*, explique comment repérer les « extrémistes de droite » dès la maternelle. C'est Heike Radvan, une exceptionnelle excitée, qui l'explique aux enseignants. Elle est la chef émérite de l'agence spécialisée du « Genre et extrême droite » de la Fondation Amadeu Antonio, financée par l'argent du contribuable. Heike Radvan s'était déjà singularisée en intervenant à un colloque de l'Université Libre de Berlin, sur le thème « Pédagogie et antisémitisme ». Elle travaille actuellement à la Fondation Amadeu Antonio sur une recherche importante : « L'antisémitisme dans la République démocratique allemande (DDR : *Deutsche Demokratische Republik*) » et sur la thématique « Genre et prévention de l'antisémitisme ». Une allumée de première... Le rapport nous explique où les néo-nazis se cachent aujourd'hui : dans les familles et plus particulièrement parmi les enfants. On n'y trouve évidemment que des photographies de femmes et de petites filles blondes et l'on apprend à sa lecture que les fascistes sont faciles à identifier dès la maternelle : ils sont discrets, blonds, gentils et dévoués.

“DEUTSCHLAND, ERWACHE!” (ALLEMAGNE, RÉVEILLE-TOI !)

Dans un message publié sur son compte Twitter, le député de l'Union chrétienne-démocrate (CDU, le parti de Merkel), Bettina Kudla, n'y est pas allé par quatre chemins. Cette élue a écrit au sujet de l'invasion que subit l'Allemagne : « *Merkel le nie, Tauber (le secrétaire général de la CDU) est en plein rêve. Le changement de peuple en Allemagne a commencé depuis longtemps. Il est temps de passer à l'action !* » Elle a usé, scandale, du mot “*Umwolkung*” qui signifie « changement de peuple » mais qui fut utilisé par les nationaux-socialistes dans le sens de « transformation ethnique » : un terme qu'il est hautement recommandé de ne plus employer en Allemagne dégénérée. Bettina Kudla, qui est une courageuse et solide Bavaroise, ne s'en laisse pas compter. Dans un tweet publié au mois d'août, elle avait déjà écrit : « *Sur le (fronton du) Reichstag est inscrit : Au Peuple allemand. Mais il y a une différence entre la citoyenneté et l'appartenance à un peuple.* » Du coup, les lâches de son parti couinent. Le ministre fédéral de l'Intérieur, Thomas de Maizière (CDU), a qualifié ces propos “*d'inacceptables*”. « *Je demande que Kudla présente ses excuses le plus rapidement possible* », a-t-il déclaré. Va-t-elle être exclue du parti, comme le fut, en 2003 Martin Hohmann, député chrétien-démocrate, qui avait qualifié les juifs de « *peuple de bourreaux* », faisant référence aux massacres de la révolution russe ? Il est aujourd'hui membre de l'AfD (Aktion für Deutschland), mouvement au demeurant modéré, en très forte progression, qui se bat contre l'invasion des migrants. Sa présidente, Beatrix von Storch a récemment jugé que Marine Le Pen était « *trop à gauche* », ce qui n'est pas faux. Bettina Kudla, bientôt à l'AfD ?

DES “NÈGRES FAVORABLES À L'ESCLAVAGE”, DIXIT LAURENCE ROSSIGNOL

C'est une information amusante qui m'avait échappé. Laurence Rossignol est le ministre de l'Enfance, des Familles et des Droits des Femmes. Elle était interrogée, le 30 mars, par Jean-Jacques Bourdin



à l'antenne de RMC. Il était question du développement par certaines marques de vêtements adaptés aux traditions musulmanes comme le “burkini” (maillot de bain intégral) ou le hidjab (foulard islamique), le journaliste lui faisant remarquer que certaines femmes “choisissent” de porter ces vêtements. Réponse du ministre : « *Mais bien sûr. Il y a des femmes qui choisissent, il y avait des nègres africains, des nègres américains qui étaient pour l'esclavage.* » Houlà ! Alerte ! Du coup, le CSA avait été saisi par le CRAN (Conseil représentatif des associations noires). Il vient de taper sur les doigts de Bourdin, lui reprochant de ne pas « *avoir suffisamment maîtrisé l'antenne* » (en d'autres termes de ne pas avoir ramené à la raison Rossignol) et demandant à RMC « *d'éviter à l'avenir qu'une telle situation ne se reproduise* ». Garde à vous !

HITLER N'EST PAS MORT !

Elu le 30 juin dernier, le président philippin, Rodrigo Duterte, est un oiseau exceptionnel, qui ne recule devant rien. Il y a un mois, il avait traité Barack Obama de « *fils de p...* », à la veille d'une rencontre avec le président américain, ou fait un doigt d'honneur à l'Union Européenne il y a deux semaines. De retour d'une visite au Viêt-Nam, il a expliqué aux journalistes qu'il avait été décrit par ses adversaires comme « *une sorte de cousin de Hitler* », cousinage que courageusement il ne renie pas. Il a exprimé sa volonté d'exterminer les toxicomanes et les dealers de son pays qui, il est vrai, en sont une plaie. Il a tranquillement déclaré lors d'un récent discours : « *Il y a 3 millions de toxicomanes aux Philippines, je serais heureux de les massacrer* », ajoutant, histoire que tout le monde comprenne : « *Si l'Allemagne a eu Hitler, les Philippines m'ont, moi* ». « *Hitler a massacré trois millions de Juifs (sic !). Bon, il y a trois millions de drogués (aux Philippines). Je serais heureux de les massacrer* ».

Rodrigo Duterte a enclenché une campagne de terreur qui a causé la mort de plus de 3 000 personnes depuis l'été, dans ce pays de 100 millions d'habitants. Il appelle à l'assassinat des trafiquants et a promis une récompense de 4 millions de pesos (76 260 euros) à quiconque lui apporterait la tête d'un chef de gang. Elu sur la promesse d'employer la manière forte contre les trafiquants et consommateurs de drogue dans le pays, il tient ses promesses... Bon, il y a quelques jours, devenu un peu plus raisonnable, il s'est très légèrement excusé, déclarant tranquillement : « *Il n'a jamais été dans mes intentions (de blesser) mais le problème est que l'on m'a critiqué en me comparant à Hitler [...]. Je tuerai les trois millions (de drogués)* ». Et puis, il a poursuivi ses diatribes contre les Etats-Unis, avertissant qu'il était prêt à exiger le départ de tous les soldats américains des Philippines : « *Les Américains, je ne les aime pas* », ajoutant, histoire qu'ils comprennent bien : « *Alors je dis allez vous faire voir, allez vous faire foutre, tout ça. Vous êtes stupides* ». Et il poursuivait avec cette menace qui n'est pas en l'air : « *Vous feriez mieux de réfléchir à deux fois maintenant, parce que je vais vous demander de quitter les Philippines totalement* ». Il a menacé en effet d'annuler un accord de défense avec Washington entré en vigueur en janvier dernier et qui autorise les États-Unis à utiliser cinq bases philippines pour contrecarrer la présence chinoise grandissante en mer de Chine du

Sud. L'Union Européenne en a aussi pris pour son grade : « *Ces avocats abrutis de l'UE [...]. Tiens, allez vous faire voir !* » Qu'est-ce qu'on s'amuserait si on avait un Rodrigo Duterte à la tête de la France !

PAS DE DÉJEUNER PATRIOTIQUE POUR JEAN-MARIE LE PEN EN TERRE FN !

Jean-Marie Le Pen souhaitait organiser, le 15 octobre, un déjeuner patriotique au Van Der Valk, un restaurant qu'il fréquente depuis plus de dix ans. Ce déjeuner n'aura pas lieu. Le restaurateur, sans doute gêné aux entournures, lui a expliqué que « *la municipalité ne voyait pas d'un bon œil* » la venue du président d'honneur du Front national dans son établissement. S'agit-il d'une municipalité socialiste ou communiste ? Non. Alors sans doute liée à Sarkozy ou Juppé ? Pas davantage. Donc proche de Mélenchon ou des Verts ? Vous n'y êtes pas. Il s'agit de la municipalité de Fréjus, dont le sénateur David Rachline, membre de la direction du FN mariniste, est maire. Ce même Rachline qui vient d'être nommé directeur de campagne de Marine Le Pen pour la présidentielle de 2017. Difficile d'aller plus loin dans le rejet et la haine du père-fondateur du FN !

LE FN BATTU À ORANGE ET RENVOYÉ EN CORRECTIONNELLE POUR ESCROQUERIE

Tandis que les dernières partielles n'ont pas été bonnes pour le FN qui enregistre un recul sévère par rapport à ses scores des dernières départementales et que le fils Bompard l'a largement emporté le 9 octobre dans le canton d'Orange sur les représentants marinistes (66,67 % contre 33,33 %), le FN a été renvoyé en correctionnelle pour escroquerie ainsi que deux de ses principaux dirigeants, le premier vice-président Jean-François Jalkh pour escroquerie, abus de confiance et recel d'abus de biens sociaux et le trésorier Wallerand de Saint-Just pour recel d'abus de biens sociaux. Le FN est en effet accusé d'avoir mis en place un système d'enrichissement frauduleux aux frais de l'Etat lors des campagnes présidentielles et législatives de 2012. Notons que Saint-Just et Jalkh avaient voté l'exclusion du Menhir du FN le 20 août 2015 sur ordre de Marine Le Pen. La malédiction de Tout Ankh Le Pen aurait-elle encore frappé ?

ÇA NE SERT À RIEN DE SE REPENTIR ET DE SE COUCHER !

Le général de corps d'armée Christian Piquemal, à la retraite depuis seize ans, ancien commandant de la Légion, avait eu droit à une garde à vue pour avoir participé à une manifestation non autorisée contre l'invasion, à Calais le 6 février dernier. Il avait suscité l'admiration des patriotes avant de se déballonner lamentablement, expliquant à Marc-Olivier Fogiel, sur RTL, qu'il regrettait d'être venu à ce rassemblement, qu'il ignorait que Pégida en était l'un des organisateurs, usant à l'égard de ce mouvement, né en Allemagne, de toute la terminologie politiquement correcte : « *extrême droite* », « *raciste* », « *islamophobe* », etc. Le tribunal de Boulogne-sur-Mer tint sans doute compte de cet acte de contrition, puisqu'il fut relaxé, il y a cinq mois,

et que le Parquet ne fit pas appel. Oui mais une procédure disciplinaire avait été diligentée par le ministère de la Défense. Et voici, après avoir été blanchi par les tribunaux, qu'il se retrouve rayé des cadres par un décret du 23 août signé par le président de la République, le Premier ministre et le ministre de la Défense. Il lui est désormais interdit de porter l'uniforme, et on lui retire sa carte militaire d'officier. Piquemal se plaint d'être traité comme un paria. Il aura au moins appris, mais un peu tard, qu'il ne sert à rien de faire repentance et de se coucher. Mais, on le sait, la lâcheté est la chose au monde la mieux partagée. Y compris hélas chez les militaires, fussent-ils retraités !

MARITON, UN MINABLE D'ENVERGURE ET UN GRANDIOSE TRAITRE

Hervé Mariton avait été en 2013 l'une des figures de proue de l'opposition au “mariage” homosexuel, courant après, devant, derrière les caméras, haranguant les foules à la tribune de La Manif pour Tous. Il affirmait encore dans *Valeurs Actuelles* en août dernier : « *Mes convictions ne sont pas variables, un collègue parlementaire me disait combien, pour lui, j'étais le seul à être solide dans le projet.* » Le projet étant l'abrogation de la loi Taubira. Que c'était beau ! Oui, mais les meilleures intentions ont une fin. Le toucan n'a pas eu le nombre de parrainages suffisants (il lui en manquait 24) pour concourir aux primaires de la “droite”. Du coup, car il semble être un être sensible, il s'est effondré, le pauvre chéri, au sortir des studios de RTL. Interrogé sur la radio, Mariton a tenu à faire cette mise au point pleine de sens : « *Je ne suis pas le catho de service ! Je suis juif, je fais Kippour.* » Si cet imbécile l'avait dit plus tôt, il les aurait eus, les 24 soutiens de militants du parti, qui lui ont manqué ! Mon Dieu, que faire maintenant ? Qui rallier, histoire de faire encore semblant d'exister ? Poisson, évidemment, qui a les convictions les plus solides ? Vous plaisantez ! Poisson n'a aucune chance de l'emporter. Mais comment espérer décrocher un tout petit sous-sous-secrétariat d'Etat ? Grave question. Qui a le plus de chances d'emporter la présidentielle ? Sur les questions identitaires, Hervé Mariton ne tranche pas clairement entre l'assimilation (chère à Nicolas Sarkozy) et l'intégration (position juppéiste). « *Je me sens un peu entre les deux. Ma mère était juive d'Algérie. Elle est le symbole de l'assimilation réussie au point de baisser la voix quand elle parlait de religion. Éric Zemmour a raison de poser la question des prénoms. Notre famille a opté pour des prénoms chrétiens. Mais je mesure aussi ce que cette amputation des origines a de douloureux. Il y a sans doute un juste milieu à trouver.* » Rions...

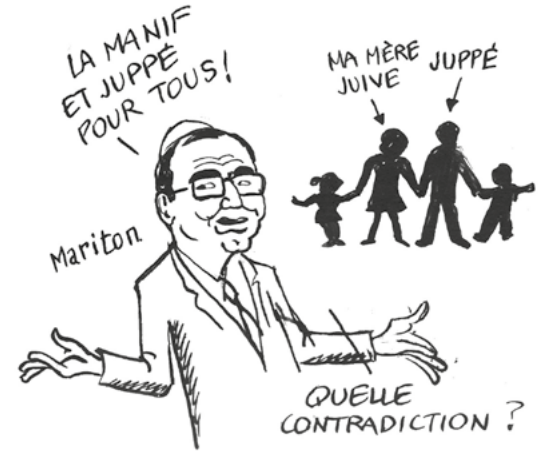
Toujours est-il que l'improbable volatile a choisi de soutenir Juppé qui défend très exactement l'inverse de ce que l'oiseau prétendait défendre... Il soutient aujourd'hui celui qui est de loin le plus favorable au “mariage” gay, à l'adoption par les “couples” homosexuels, celui qui défend les revendications les plus folles du lobby lesbien, gay, bi, trans et pro-gender, avec l'espérance d'un microscopique portefeuille. Un minable, vous dis-je. Il y a quelques jours, il était invité à un meeting de Juppé. Il y a été hué ! Les minables méritent en effet le mépris le plus absolu. Il ose s'annoncer, le 16 octobre prochain, dans les rangs de la grande Manif pour Tous. Accueillons-le de telle façon qu'il se souvienne que la houtsipa (culot monstre en hébreu), ça ne marche pas toujours... En attendant, René Clémenti, rédacteur à *Boulevard Voltaire* a créé ce néologisme : “Maritoner”. L'usage, écrit-il, décidera s'il faut un n seulement ou bien deux. Il définit ainsi le terme : En politique, « *Verbe intransitif. Abandonner, fuir, démissionner, avec l'idée d'acquiescer ailleurs une meilleure position, un meilleur statut, une place, un portefeuille.* » Bref, la définition du traître et du lâche...

Robert SPIELER.

Chard sur la toile

Allez donc vous délecter des caricatures de Chard auxquelles un de ses admirateurs, fervent lecteur de RIVAROL, a consacré un site, très fréquenté :

<http://dessinsdechard.free.fr>



Mémoire en défense...

... contre ceux qui persistent à m'accuser de falsifier l'Histoire alors que les tribunaux refusent depuis toujours de confirmer cette accusation et que les historiens hostiles au révisionnisme multiplient les concessions à mon égard.

(Ce texte en guise de testament écrit par le Professeur Faurisson le 26 septembre 2016, soit deux jours avant son procès pour une interview à Méta-TV, étant fort long, ne peut être publié dans nos colonnes en une seule fois. La deuxième partie de ce mémoire en défense consacrée aux « victoires du révisionnisme » et la note de délibéré du 7 octobre sur l'audience du 28 septembre 2016 paraîtront donc dans notre prochaine édition. Précisons que les intertitres ne sont pas de l'auteur de l'article. J. B.)

En 1980 je me voyais contraint de publier aux Editions de la Vieille Taupe (Pierre Guillaume, Paris) un ouvrage de 304 pages intitulé : *Mémoire en défense contre ceux qui m'accusent de falsifier l'Histoire / La question des chambres à gaz / Précédé d'un avis de Noam Chomsky*. Dans son "avis", l'Américain Noam Chomsky prenait ma défense au seul nom de la liberté d'expression ; pour sa part, il affirmait croire à l'existence des chambres à gaz homicides dans les camps de concentration du III^e Reich, mais sans donner ses raisons d'y croire. Depuis au moins 1978-1979, c'est-à-dire depuis que le journal *Le Monde* a ouvert ses colonnes au débat sur l'existence des dites chambres à gaz, instruments supposés de l'un des plus grands crimes supposés de toute l'histoire humaine, ce débat a pris une tournure de plus en plus vive mais semble s'être quelque peu apaisé dans ces dernières années devant les progrès du révisionnisme. Cela dit, à l'époque, incapables de répliquer aux arguments révisionnistes, toujours plus nombreux, sur l'impossibilité d'existence de ces chambres à gaz, les défenseurs de la thèse officielle selon laquelle ces abattoirs chimiques auraient bel et bien existé et fonctionné ont réclamé et fini par obtenir, le 13 juillet 1990, le vote d'une loi spéciale contre les contestataires de leur thèse appelés "négarionnistes". Cette loi porte le nom, soit de « loi Gayssot », soit de « loi Fabius-Gayssot », soit de « Lex Faurissoniana ». C'est ainsi qu'en France, depuis 1990, un révisionniste risque *en principe* une peine allant d'un mois à un an de prison et une amende pouvant atteindre 45 000 euros. Mais que se passera-t-il si, *en fait*, à l'avenir, il faudra, lentement mais sûrement, se rendre aux arguments des révisionnistes ?

Les circonstances actuelles font que, le 28 septembre 2016, je comparaitrai une fois de plus devant les magistrats de la XVII^e chambre correctionnelle du Tribunal de Grande Instance de Paris pour avoir exposé publiquement mes convictions révisionnistes en ce qui concerne les prétendues

chambres à gaz hitlériennes. Le moment me semble venu de procéder à un bref rappel de ma propre aventure du révisionnisme historique, qui n'a été qu'un épisode de ce qui, depuis 1945, a été l'aventure du révisionnisme pour un nombre considérable d'auteurs français et étrangers.

MON ENFANCE ET MA JEUNESSE

Né le 25 janvier 1929 près de Londres d'un père français et d'une mère britannique (écossaise), je suis citoyen britannique et citoyen français. En 1940 j'étais l'aîné de sept enfants.

Mes premières études se déroulaient à Singapour, Kobé (Japon), puis dans divers établissements catholiques de France, dont



le Collège Stanislas à Paris. Puis, toujours à Paris, à partir de 1945, je me retrouvais en *hypocagne* et en *cagne* au Lycée Henri IV. À l'âge de treize ans, en 1942, incident au Collège de Provence, à Marseille, tenu par des Jésuites : le lendemain de la déclaration de Pierre Laval souhaitant la victoire de l'Allemagne, je grave, sur l'abattant de mon pupitre, « Mort à Laval ».

8 mai 1945 : à seize ans, après avoir pris connaissance depuis quelques mois, d'une part, des horreurs de l'Épuration en Charente limousine (voyez aujourd'hui Xavier Laroudie, *Un Seul Châtiment pour les traîtres [: la Mort]*, Haute-Vienne 1944, *Préface de Jean-Marc Berlière*, Geste éditions, 79260 La Crèche, avril 2016, 400 p.) et, d'autre part, des atrocités infligées aux populations civiles allemandes, je décide d'étudier impartialement, et comme un *gentleman*, ce qu'a pu être réellement pendant la guerre la conduite de nos ennemis, les Allemands, et de leurs collaborateurs auxquels on impute les crimes les plus stupéfiants. Les photos de leurs prétendues horreurs bouleversent l'univers entier, l'Allemagne comprise, mais ces horreurs ne seraient-elles pas dues, en partie au moins, à la guerre elle-même, aux bombardements massifs, aux épidémies, notamment de typhus, ou à la disette généralisée ? En tout cas, la plupart de ces photos ont été prises à l'Ouest, là où l'on apprendra plus tard que

les camps étaient dépourvus de chambres à gaz, ce summum du crime organisé et à rendement industriel.

Je note l'ivresse épuratrice, en particulier du Parti Communiste français et sa force d'intimidation à la Sorbonne.

En 1948, j'assiste un jour, à cette même XVII^e chambre, au procès, expédié, du milicien Pierre Gallet. Sa condamnation à mort me bouleverse. Il sera gracié.

RÉVISIONNISME LITTÉRAIRE : "LA MÉTHODE AJAX"

Je poursuis mes études classiques. J'obtiens l'agrégation de lettres et le doctorat ès lettres et sciences humaines (comprenant l'histoire). J'exerce dans des lycées de province, puis à la Sorbonne et, enfin, à la Sorbonne Nouvelle-Paris III sous la direction de Pierre Citron qui, en 1972, me décrit dans les termes suivants : « Très brillant professeur. Chercheur très original. Personnalité exceptionnelle. » À l'Université Lyon II, où m'est attribué le titre de professeur, je crée un certificat C2 intitulé : « Littérature, Histoire, Médias ».

Publication d'ouvrages notamment sur Racine (*Andromaque*), sur Rimbaud (*A-t-on lu Rimbaud ?*), sur Isidore Ducasse (*A-t-on lu Lautréamont ?*), sur Nerval (*La Clé des Chimères*) et « Autres Chimères » de Nerval).

Je mets en pratique mon « révisionnisme littéraire » (s'intéresser d'abord au texte lui-même indépendamment de toute biographie et bibliographie, puis, ultérieurement, prendre en considération la biographie, la bibliographie et le reste). J'effectue la mise au point de ce que mes étudiants appellent « la méthode Ajax », « celle qui récuré, qui décape, et qui lustre ».

RÉVISIONNISME HISTORIQUE : L'AFFAIRE DU MONDE

Dans le domaine du révisionnisme historique, j'ai à ce jour principalement publié *Le Journal d'Anne Frank est-il authentique ?* (1980), *Mémoire en défense contre ceux qui m'accusent de falsifier l'histoire* (1980), *Réponse à Pierre Vidal-Naquet* (1982), *Réponse à Jean-Claude Pressac* (1994, réédité en 2005), *Le révisionnisme de Pie XII* (2002, réédité en 2009), *Entretien avec l'Inconnue* (2009) et surtout des *Écrits révisionnistes* (sept tomes parus de 1999 à 2013 ; reste de la matière pour deux ou trois tomes). A qui ne dispose que du temps de lire un seul ouvrage, je recommande *Entretien avec l'Inconnue* (en fait, avec Maria Poumier qui, très vite, révélera publiquement avoir été « l'Inconnue »).

Mais le plus important de mes écrits par leur répercussion consistera en deux lettres publiées par *Le Monde* : la première, parue le 29 décembre 1978, est intitulée « "Le Problème des chambres à gaz" ou "La ruine d'Auschwitz" », et la seconde, parue le 16 janvier 1979, « Lettre en droit de réponse ». Il est à noter que le premier titre est emprunté à Olga Wormser-Migot dont j'ai étudié la thèse principale, très connue, et la thèse complémentaire, fort peu connue. La première thèse, intitulée *Le Système concentrationnaire nazi (1933-1945)*, P.U.F., 1968, contient, à la page 157, l'affirmation selon laquelle « Auschwitz I » était « sans chambre à gaz » (or il s'agit là d'une « chambre à gaz » officiellement désignée comme authentique encore aujourd'hui, en 2016, par les autorités du Musée d'Etat d'Auschwitz et visitée, tout au long des années, par des millions de personnes abusées). Aux pages 541-544, une section de la thèse d'Olga Wormser-Migot porte pour titre « Le problème des chambres à gaz » et traite en la matière de ce que l'auteure appelle des « affirmations [qui] nous paraissent de l'ordre du mythe » (p. 541, n. 2). Le lecteur y est conduit à se poser bien des questions en particulier sur l'existence de réelles ou fausses chambres à gaz, notamment à Mauthausen et à Ravensbrück.

Je prends régulièrement contact avec Olga Wormser-Migot, à son domicile du boulevard Saint-Germain ; elle me conseille dans mon travail mais, en même temps, m'adjure de ne plus poursuivre de recherches dans une voie aussi périlleuse et qui me vaudra nécessairement de graves ennuis comme

elle en a elle-même connu. Les années suivantes ne lui donneront que trop raison. Je suis de *facto* privé de toute possibilité de poursuivre mon activité de professeur. Je n'en reste pas moins fidèle à l'exemple qu'elle reste pour moi.

SCÈNE DE CRIME ET ARME DU CRIME

Certes, en France, les premiers révisionnistes ont été Maurice Bardèche et surtout Paul Rassinier, lui-même ancien déporté, mais ces révisionnistes-là ont surtout développé des arguments d'ordre intellectuel et à tendance spéculative. Pour ma part, je me suis engagé dans des voies plus précises, concrètes, matérielles et même policières. Je me suis rendu sur place et, tel un membre de la police technique ou de la police scientifique, j'ai examiné les lieux, recherchant ce qu'on appelle la scène de crime et l'arme du crime ou ce qu'il en reste. J'ai voulu savoir ce qui pouvait se trouver concrètement derrière les trois mots de « chambre », de « à » et de « gaz ». J'ai examiné la nature et les propriétés du « Zyklon B », un puissant insecticide à base d'acide cyanhydrique, couramment utilisé à partir de 1927 pour la désinfection de toutes sortes d'objets ou de locaux. Non seulement j'ai visité de près, et parfois revisité, soit de prétendues chambres à gaz nazies, soit des ruines supposées être celles de chambres à gaz nazies mais je me suis aussi rendu aux États-Unis pour y examiner dans un pénitencier, celui de l'Etat de Maryland à Baltimore, une chambre à gaz d'exécution dont la technique de fabrication et de fonctionnement (à l'acide cyanhydrique) remontait aux années 1950. Là, je découvre l'extrême complication nécessaire à la mise à mort d'un seul être humain et à la préservation du personnel. Je découvre notamment une confirmation de ce que l'acide cyanhydrique est explosif et de ce que nombre de dispositions s'imposaient pour parer aux dangers d'explosion ou même de simple contamination pour le médecin et ses deux aides préposés à l'évacuation du cadavre du condamné. L'acide cyanhydrique, qui s'imprègne durablement dans toutes les matières organiques, l'a pénétré et l'a rendu hautement toxique.

LA "CONFESSION" ABSURDE DE RUDOLF HÖSS

Le caractère absurde des explications *prétendues* obtenues d'une confession de Rudolf Höss et reproduites dans le texte du jugement de Nuremberg devrait alors éclater à la vue de tous :

« Il nous fallait de trois à quinze minutes pour tuer les victimes dans la chambre de mort, le délai variant suivant les conditions atmosphériques. Nous savions qu'elles étaient mortes quand elles cessaient de crier. En général, nous attendions une demi-heure avant d'ouvrir les portes et d'enlever les cadavres, que nos commandos spéciaux dépouillaient alors de leurs bagues et de leurs dents en or. » (*Tribunal Militaire International. Procès des grands criminels de guerre. Documents officiels. Texte officiel en langue française* [TMI], tome I, p. 265).

Appliquée à des groupes de centaines ou de milliers de victimes à la fois, jour après jour, pendant des années, une opération d'une telle dimension aurait été impensable. Et, pour commencer, peut-on concevoir que des chimistes allemands nourrissant l'intention de bâtir de véritables abattoirs fonctionnant à l'aide d'un gaz connu pour être hautement inflammable, hautement explosif, hautement dangereux pour le personnel et pour l'environnement, aient choisi de placer de tels abattoirs dans des bâtiments de crémaison abritant des fours qui, par moments, atteignent la température de 900° ? Voyez « Un document scientifique de plus qui, à lui seul, met à mal le mythe des chambres à gaz hitlériennes », 7 juillet 2016 (<<http://robert-faurisson.blogspot.fr/2016/01/un-document-scientifique-de-plus-qui.html>>). Les "confessions" de R. Höss, sous cette forme ou sous d'autres, avaient été obtenues par la torture et notamment par la privation de sommeil. Avec le temps, ses tortionnaires eux-mêmes l'ont reconnu (voyez « Comment les Britanniques ont obtenu les aveux de Rudolf Höss, commandant d'Auschwitz », 7 mai 1987 <<http://robertfaurisson.blogspot.fr/1987/05/comment-les-britanniques-ont-obtenu-les.html>>).

RIVAROL

19 avenue d'Italie 75013 Paris
Tél. : 01-45-86-06-39

(Une permanence téléphonique est assurée le lundi et le mardi de 10h à 17h et le vendredi de 10h à 14h.)

www.rivarol.com et
www.boutique-rivarol.com

Rédaction : jeromebourbon@yahoo.fr

Administration : contact@rivarol.com

Hebdomadaire créé le jeudi 18 janvier 1951

FONDATEUR : René MALLIAVIN (1896-1970)

Directeur de la publication et de la rédaction,

éditorialiste : Fabrice Jérôme BOURBON

E. U. R. L. "Editions des Tuileries", au capital de 51 000 euros pour 99 ans, à partir du 20 mai 1949. Imprimerie : Roto Presse Numéris, 36-40 boulevard Robert Schuman, 93190 Livry Gargan — Dépôt légal : à parution — Gérant et associé : Fabrice Bourbon. CPPAP n° 0218 C 82763, ISSN n° 0035 56 66.

Règlement par chèque établi sur une banque domiciliée en France, à l'ordre d'Éditions des Tuileries ou virement à notre compte : La Banque postale IBAN : FR33 2004 1000 0104 5321 9K02 048 (BIC : PSSTFR PPPAR)

ABONNEMENTS : 2 ans : 194 euros — 1 an : 114 euros — 6 mois : 64 euros — 3 mois : 36 euros — soutien : 175 euros — propagande : 210 euros — 1 an (chômeurs, étudiants, lycéens, personnes en grande difficulté) : 100 euros.

ABONNEMENTS PAR PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE : 12 euros par mois (imprimer le bulletin sur notre site Internet <www.rivarol.com> en allant à l'onglet boutique ou nous le demander en écrivant à <contact@rivarol.com>).

ABONNEMENT NUMÉRIQUE 1 an : 80 euros (créer un compte sur le site <www.boutique-rivarol.com>)

ETRANGER : 1 an : 126 euros — 6 mois : 75 euros. Supplément par avion : 24 euros pour un an et 12 euros pour 6 mois.

Reliure RIVAROL (contient une année entière du journal) : 41 euros au guichet, 50 euros franco de port.

Pour tout changement d'adresse, joindre 2 euros et la dernière bande (ou indiquer l'ancienne adresse). Ecrire nom et adresse en CAPITALES. Délai dix jours.

Pour sa part, Christopher Browning, universitaire américain totalement hostile aux révisionnistes mais informé de ces faits, a fini par écrire que « Höss a toujours été un témoin très faible et confus » (voyez « Le témoignage du “commandant d’Auschwitz” est déclaré sans valeur ! », 3 mars 1994 <<http://robertfaurisson.blogspot.fr/1994/03/le-temoignage-du-commandant-dauschwitz.html>>).

L’AVEU D’IMPUISSANCE DE 34 HISTORIENS FRANÇAIS

Quant aux universitaires français, ils se sont révélés incapables en 1979 de répondre à mes brèves publications du Monde, où je demandais qu’on nous explique comment un tel meurtre de masse aurait été techniquement possible. Trente-quatre d’entre eux, dont Fernand Braudel, avaient répliqué : « *Il ne faut pas se demander comment, techniquement, un tel meurtre de masse a été possible. Il a été possible techniquement puisqu’il a eu lieu. Tel est le point de départ obligé de toute enquête historique sur ce sujet. Cette vérité, il nous appartenait de la rappeler simplement : il n’y a pas, il ne peut y avoir de débat sur l’existence des chambres à gaz* » (*Le Monde*, 21 février 1979, p. 23).

Un véritable aveu d’impuissance ! Et, en même temps, un diktat qui prendra force de loi avec la loi Fabius-Gayssot du 13 juillet 1990.

Pour ce qui est de mes propres recherches en la matière, je les avais commencées dans les années 1960 au Centre de documentation juive contemporaine (CDJC, 17, rue Geoffroy-l’Asnier, Paris IV^e) où ma première question au responsable du lieu avait été pour réclamer une photo de « chambre à gaz ». En vain. Partout, en France ou à l’étranger, on a été incapable de me fournir une telle photo. A ceux qui avançaient témérairement que mon exigence ne pouvait être satisfaite puisque, aussi bien, les Allemands avaient, paraît-il, détruit toutes leurs chambres à gaz, je faisais remarquer qu’en quelques camps on présentait encore des chambres à gaz « en état d’origine ». J’ajoutais que, de toute manière, des ruines sont parlantes. Je demandais de voir le résultat d’une expertise médico-légale montrant à la fois la scène de crime et l’arme du crime. Impossible là encore. A une exception près, celle du Struthof, où le résultat de l’expertise s’est révélé totalement négatif. On sait que, dans la vie ordinaire, quand se produit un crime ou un suicide, le juge d’instruction ne va pas se contenter de témoignages et se dispenser d’une telle expertise. Mais — scandale des scandales — tel a pourtant été le cas pour l’une des armes les plus formidables qu’ait connues l’humanité ! Au bout de quatre années de recherches, interdiction m’est faite, sous menace de violence, de revenir travailler au CDJC.

Dans les tout premiers temps de mes recherches, j’avais également consulté à plusieurs reprises le Laboratoire central de la Préfecture de police de Paris, 39 bis rue de Dantzig, Paris XV^e, où j’avais interrogé le responsable, M. Forestier, sur divers problèmes chimiques et où, surtout, j’allais avoir deux entrevues extrêmement instructives avec l’expert Louis Truffert. Ce dernier était connu pour avoir découvert les raisons pour lesquelles on avait trouvé tant d’arsenic dans les cadavres des supposées victimes de Marie Besnard : c’est que la terre même du cimetière de Loudun était infestée d’arsenic provenant soit de produits herbicides, soit de l’écoulement de la pluie sur des objets en cuivre, en bronze ou en zinc. Louis Truffert avait ainsi fait partie de ceux qui avaient finalement prouvé l’innocence de « l’empoisonneuse de Loudun ». Sollicité par Georges Wellers, alors directeur scientifique du CDJC, qui lui demandait d’approuver un texte attestant de la possibilité de fonctionnement des chambres à gaz nazies, L. Truffert avait d’abord, dans une première attestation, semblé donner son accord mais, en un second temps, après une entrevue qu’il m’avait accordée ainsi qu’à mon éditeur Pierre Guillaume, il avait as-

sorti cet accord de si importantes restrictions que G. Wellers avait renoncé à invoquer son autorité.

L’on a trop tendance à oublier que toutes sortes d’autorités qui auraient dû mentionner et dénoncer l’emploi par les Allemands de cette arme prodigieuse qu’aurait été la chambre à gaz nazie se sont abstenues de le faire. Tel a été le cas aussi bien de hauts responsables du camp des vainqueurs comme Eisenhower, Churchill et De Gaulle que d’instances indépendantes comme le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), lequel avait bel et bien eu libre accès pendant la guerre à Auschwitz, ou comme le Vatican ; un historien comme René Rémond, vu sa spécialité, aurait dû mentionner ces chambres à gaz mais s’était abstenu de le faire. J’allais découvrir tout au long de nos entretiens son profond scepticisme en la matière.

LA REPRISE D’UN MYTHE DATANT DE 1916

Trois des ouvrages les plus connus sur la Seconde Guerre mondiale sont *Croisade en Europe* du général Eisenhower, *La Seconde Guerre mondiale (Mémoires)* de Winston Churchill et les *Mémoires de guerre* du général de Gaulle. Dans ces trois ouvrages on ne trouve pas la moindre mention des chambres à gaz nazies (« *Le détail* », 20 décembre 1997 <<http://robertfaurisson.blogspot.fr/1997/12/le-detail.html>>).

Il faut dire que le mythe des chambres à gaz de la Seconde Guerre mondiale n’a été que la reprise d’un mythe de la Première Guerre mondiale : en 1916-1917 la presse alliée enflammait ses lecteurs par des récits de massacres de civils, notamment serbes, au moyen de gaz de combat. En 1942 un organe de cette presse, le *Daily Telegraph* (Londres), allait jusqu’à reprendre les mêmes chiffres du nombre de victimes qu’il avait annoncé vingt-six ans auparavant :

Le 22 mars 1916, il annonçait l’assassinat de sept cent mille Serbes et, le 25 juin 1942, il tirait sur l’assassinat de sept cent mille juifs. En 1916, on racontait que les Allemands, les Autrichiens et les Bulgares “exterminaient” (c’est le mot) les Serbes de différentes façons et, notamment, au moyen de gaz asphyxiants soit dans des églises, soit dans des lieux non autrement décrits ; ces gaz émanaient de bombes ou de machines à produire des gaz. En 1942, on voulait nous faire croire que les Allemands “exterminaient” (c’est encore le mot) les juifs de multiples façons et, en particulier — c’est le modernisme — en utilisant un, et un seul, camion adapté en chambre à gaz, qui permettait d’éliminer pas moins de mille juifs par jour (« L’origine du mythe. Le mythe des chambres à gaz remonte à 1916 », 30 novembre 1991 <<http://robertfaurisson.blogspot.fr/1991/11/l-origine-du-mythe-le-mythe-des.html>>).

Un homme qui a fait carrière dans les médias au point de devenir le plus célèbre des survivants de « l’Holocauste » des juifs, Elie Wiesel, n’a jamais témoigné, dans son récit personnel *La Nuit* (1958), de l’existence de « chambres à gaz nazies » à Auschwitz ! Selon E. Wiesel, c’est par le feu que les Allemands exterminaient leurs victimes dans des fournaises en plein air !

Simone Veil, sa mère et l’une de ses sœurs, bien que vivant, à Auschwitz-Birkenau, à « quelques dizaines de mètres » de l’endroit où, paraît-il, se produisaient de formidables tueries par chambres à gaz et fours crématoires, n’ont, pour leur part, rien noté de tel (voyez l’article « Simone Jacob, future Simone Veil, sa mère et sa sœur Milou... », 20 mars 2015 <<http://robertfaurisson.blogspot.fr/2015/03/simone-jacob-future-simone-veil-sa-mere.html>>).

Quant aux libérateurs soviétiques d’Auschwitz, parvenus au camp le 27 janvier 1945, ils n’y ont vu aucune chambre à gaz ! D’après eux, plus précisément dans la *Pravda* du 2 février 1945, les Allemands avaient utilisé l’électricité pour tuer systématiquement leurs victimes, lesquelles tombaient sur un tapis roulant qui les conduisait au sommet d’un haut-fourneau où elles étaient

enfournées (voyez « Auschwitz : les faits et la légende », 11 janvier 1995 <<http://robertfaurisson.blogspot.fr/1995/01/auschwitz-les-faits-et-la-legende.html>>).

Selon les renseignements recueillis par les Britanniques auprès de la Résistance polonaise, à Treblinka les Nazis utilisaient l’eau bouillante de « *steam chambers* » (chambres à vapeur) pour tuer leurs victimes ; voyez le document du TMI PS-3311.

Selon d’autres encore l’extermination se faisait grâce à des camions à gaz ou dans des wagons dont l’intérieur était peint de chaux vive.

En somme, qui ne voit que la propagande de guerre se donnait libre cours et inventait n’importe quoi ? Tout était bon à propager : eau, gaz, électricité et le reste.

Le prestigieux historien et tenant de la thèse officielle Walter Laqueur, à son corps défendant, dans son ouvrage *The Terrible Secret* (1980) a parfaitement décrit cette atmosphère d’hystérie guerrière où l’on rivalisait ainsi dans l’invention mensongère sur le compte de l’ennemi.

AUCUNE EXPERTISE DE L’ARME DU CRIME DEPUIS 1945

La cacophonie en la matière a été telle que les juges de cent procès où « la chambre à gaz » a été présentée comme ayant été l’arme du crime auraient dû exiger à chaque fois une « expertise médico-légale ». Sans une telle expertise, il était impossible de se figurer « la scène de crime » et « l’arme du crime ».

Ainsi que j’ai indiqué plus haut, une telle expertise n’a été ordonnée qu’une fois, très tôt, à la libération du camp du Struthof où, prétendait-on, 86 juifs avaient été gazés par le commandant du camp lui-même (!). L’enquête était confiée au Docteur René Fabre, doyen de la Faculté de Pharmacie de Paris. Le 1^{er} décembre 1945, le professeur Fabre rendait le résultat de ses travaux : celui-ci se révélait négatif. J’ai consacré trois articles à cette expertise : « Résurrection d’un vieux serpent de mer : la chambre à gaz et les 86 gazés du Struthof », 12 décembre 2005 <<http://robertfaurisson.blogspot.fr/2005/12/resurrection-dun-vieux-serpent-de-mer.html>> ; « Il est temps d’en finir avec la “chambre à gaz” du Struthof et ses 86 “gazés” », 30 mai 2013 <<http://robertfaurisson.blogspot.fr/2013/05/il-est-temps-den-finir-avec-la-chambre.html>> ; « Note sur la prétendue chambre à gaz homicide du Struthof », 12 août 2013 <<http://robertfaurisson.blogspot.fr/2013/08/note-sur-la-prettendue-chambre-gaz.html>>.

Les juges de Nuremberg n’ont requis aucune expertise, aucune preuve d’un seul gazage homicide. Leur tribunal s’est tout bonnement arrogé le droit de se dispenser de tels éléments. Il faut dire que les articles 19 et 21 du Statut de ce prétendu tribunal international — en réalité interallié — disposaient que : « Le Tribunal ne sera pas lié par les règles techniques relatives à l’administration des preuves. Il adoptera et appliquera autant que possible une procédure rapide [en anglais : *expeditious*] et non formaliste et admettra tout moyen qu’il estimera avoir une valeur probante » (art. 19). « Le Tribunal n’exigera pas que soit rapportée la

preuve de faits de notoriété publique, mais les tiendra pour acquis » (art. 21 ; la suite de cet article étant encore pire).

CHAMBRES À GAZ : ON EN PARLE MAIS ON NE LES REPRÉSENTE PAS

Le 22 avril 1993 se produit en fanfare à Washington l’inauguration de l’Holocaust Memorial Museum (HMM) ; je suis présent. Je fais savoir que, l’année suivante, lorsque s’ouvriront les portes du musée, j’attendrai les responsables au tournant et vérifierai quelle sera leur représentation de la chambre à gaz nazie. Le moment venu, le 30 août 1994, avec deux témoins révisionnistes, Ross Vicksell et Nye Sawyer, je procède à une visite complète du musée lui-même ; nous n’y trouvons aucune représentation d’une chambre à gaz nazie mais celle d’une porte de chambre à gaz de désinsectisation. Sur le registre des visiteurs j’inscris en anglais les mots suivants : « *J’ai visité ce Musée le 30 août 1994. Je n’y ai relevé aucune réponse à mon défi : “Montrez-moi ou dessinez-moi une chambre à gaz nazie.” POURQUOI ?* » J’appose ma signature, laquelle est lisible. Puis, dans son bureau du 5^e étage, je rends visite au rabbin Michael Berenbaum, responsable scientifique dudit musée et auteur d’un livre-guide de XVI-240 pages (*The World Must Know*). La réponse du rabbin est claire : « Nous avons pris la décision de ne donner aucune représentation physique des chambres à gaz nazies ». Il ne daigne pas s’expliquer plus outre. Il a articulé ces mots en la présence de mes deux témoins ainsi que de ses propres témoins, deux directeurs du Musée (voyez « *Much “Holocaust” but no History : the failure of Rabbi Berenbaum* », 12 août 1998 <<http://robertfaurisson.blogspot.fr/1998/08/much-holocaust-but-no-history-failure.html>>). Imagine-t-on, par exemple, le Vatican décidant de ne donner aucune représentation de « la croix du Christ » ?

D’une manière générale on note une tendance à rester très discret sur la chambre à gaz. Elie Wiesel et Claude Lanzmann ont fait des déclarations en ce sens. Le premier écrit dans ses mémoires : « Les chambres à gaz, il vaut mieux qu’elles restent fermées au regard indiscret. Et à l’imagination » (*Tous les fleuves vont à la mer...*, 1994) ; le second, à l’occasion de la sortie de son film *Shoah*, n’avait pu dissimuler son embarras devant l’absence de tout document prouvant l’existence des chambres à gaz et l’impossibilité de fournir une représentation physique de l’arme du crime. En 1993, il parlait encore de la difficulté « d’accoucher la chose » et de l’absence d’images d’archives ; il ajoutait : « De toute façon, même si j’en avais trouvé, je les aurais détruites ! » (voyez « Sur Auschwitz, lentement, la vérité reprend ses droits », 4 février 1995 <<http://robertfaurisson.blogspot.fr/1995/02/sur-auschwitz-lentement-la-verite.html>>).

Robert FAURISSON.

AIDEZ-NOUS, AIDEZ RIVAROL :

- En s’abonnant à RIVAROL (114 euros pour RIVAROL, 167 euros pour RIVAROL et *Ecrits de Paris*).
 - En souscrivant un abonnement numérique à RIVAROL (80 euros par an).
 - En nous demandant un formulaire de prélèvement automatique (12 euros par mois, écrire à contact@rivarol.com ou à Editions des Tuileries, 19 avenue d’Italie, 75 013 Paris ou téléphoner les lundis, mardis et vendredis en journée au 01-45-86-06-39) pour un abonnement permanent à RIVAROL.
 - En cotisant pour l’année 2016-2017 aux Amis de RIVAROL (adhésion bienfaiteur à partir de 100 euros, adhésion donateur 40 euros, adhésion simple 20 euros).
 - En faisant un don aux Amis de RIVAROL ou aux Editions des Tuileries (nous devons en effet faire face à quatre procès).
 - En commandant des livres de la bibliothèque RIVAROL, soit directement sur www.boutique-rivarol.com, soit en nous envoyant un chèque à l’ordre des Editions des Tuileries, 19 avenue d’Italie, 75013 Paris.
- Mille mercis pour votre attachement indéfectible à notre hebdomadaire !

L’équipe de RIVAROL.

Jean-Michel VERNOCHET : “Si Daech n’existait pas il serait opportun voire urgent de l’inventer”

Ancien grand reporter au Figaro magazine, spécialiste de géopolitique, Jean-Michel Vernochet nous donne sa lecture des graves événements actuels en Syrie.

RIVAROL : Quelles sont selon vous les vraies causes de la guerre en Syrie ?

Jean-Michel VERNOCHET : Les aimables béotiens vous diront le gaz et le pétrole, soit les gisements d’énergies fossiles, mais aussi, notamment en ce qui concerne la Syrie, les corridors d’acheminement des hydrocarbures. Ici il s’agit du brut extrait au Kurdistan et envoyé à destination de la Méditerranée via Tripoli au Liban ou Haïfa en d’Israël. L’enjeu pétrolier existe certes, mais il ne doit pas masquer les causes premières, les racines du mal.

La difficulté est de faire des réponses simples à des questions d’une réelle complexité, en particulier dans un contexte de désinformation massive. Et quand je parle de désinformation, je ne fais pas seulement référence aux falsifications quotidiennes de media qui ne sont plus que des organes de grossière propagande, mais également à une inculture générale de plus en plus profonde. Là les media ne sont pas seuls en cause, il y va de notre responsabilité individuelle et collective. À cet endroit réside l’un des grands paradoxes du monde moderne, à savoir que plus les sources sont abondantes, moins l’on n’a soif de connaissances et faim de comprendre.

Pour revenir à votre question, je recommande de vous reporter au plan Oded Yinon publié en 1982 par le ministère des Affaires étrangères israélien*. Que prévoyait-il ? Le morcellement de tous les pays de la région. Leur dépeçage en micro-entités sur des bases ethniques comme par exemple pour le Kurdistan irakien, ou confessionnelles. Pour la Syrie et le Liban — qui sont à l’origine, avant les accords secrets franco-britanniques dits Sykes-Picot de 1916, une seule et même chose, le Pays de Cham —, il est prévu une partition au sabre d’abattis : une zone littorale alaouïte, un pays druze au Sud, un Kurdistan au Nord (ce que refusent mordicus les Turcs) et un *Sunnistan* à cheval sur la Syrie et l’Irak, zone correspondant *grosso modo* à l’actuel État islamique.

R. : En 1920 la Société des Nations donne mandat à la France de gérer la Syrie divisée en zones autonomes : Liban, Alep, Damas, Alexandrette (Hatay abandonné à la Turquie kémaliste en 1937), Alaouïtes, situation qui perdurera jusqu’en 1946...

J.-M.V. : Une partition qui comblerait bien des apétits. Israël et la Jordanie s’accommoderaient en effet d’un simili État druze. Quant au micro-État alaouïte, il aurait la bénédiction de Moscou qui devrait ainsi en principe conserver *sine die* son débouché méditerranéen de Tartous, mais encore, accessoirement l’agrément de Pékin et de Téhéran. Pour ce qui est de la zone kurde, elle pourrait à terme fusionner avec le Kurdistan irakien pour la plus grande satisfaction de Washington et de Tel-Aviv, déjà très présent sur zone. Enfin le Qatar et l’Arabie, ennemis déclarés de l’Iran, trouveraient, à cheval sur l’Irak et la Syrie grâce à un État islamique assagi et normalisé, un État tampon coupant par le milieu l’axe géostratégique chiite. Axe courant de Téhéran à Beyrouth via Damas. Vous remarquerez qu’en ce qui concerne la Syrie, les chrétiens sont passés à la trappe, ils n’existent plus. Après 1400 ans de cohabitation avec l’islam, il aura fallu attendre le XIX^e siècle et les grands massacres hamidiens entre 1894 et 1896 — les prémices du génocide des Arméniens — pour que le processus d’expulsion des chrétiens d’Orient s’enclenche. Au XX^e siècle les conversos Dönmeh, alias Jeunes Turcs, amis et alliés de la social-démocratie allemande et russe, puis Mustapha Kémal dit Atatürk, parachèveront cette œuvre de mort et de purification ethnique par la déportation et la boucherie, non seulement des communautés arméniennes mais de tous les chrétiens d’Anatolie et de Thrace. Ceci avant et après la signature du Traité de Lausanne en juillet 1923. Lénine, membre du Parti social-démocrate — où sa faction, les bolchéviques, était minoritaire, d’où leur nom — soutiendra activement la prise du pouvoir kémaliste. Fait peu connu, les francs-maçons français au pouvoir au lendemain de la Grande Guerre ont toujours eu les yeux de Chimène pour Kémal Pacha, l’un des grands bourreaux de la chrétienté d’Asie mineure. Voilà, le décor est posé, sommairement, mais sans rappel historique n’espérons pas saisir le sens des événements en cours.

R. : Comment jugez-vous la politique de la France dans l’affaire syrienne ?

J.-M.V. : Lamentable. Nous avons là encore un exemple flagrant de nos piteux abandons de souveraineté. Nous sommes désormais intégralement à la remorque de Washington et, moins glorieux encore, dans le sillage de Tel-Aviv, Riyad, Doha. Questions de gros sous... c’est-à-dire de marchés potentielle-

ment juteux et d’une forte dose de servilité idéologique.

Jusqu’à 2003 et notre refus en compagnie de Berlin de suivre les États-Unis dans leur aventure irakienne, nous pouvions encore espérer sauver les apparences et nous flatter d’être plus ou moins maîtres de nos choix au Levant. Las, moins d’un an après, en 2004, Chirac faisait des contorsions pour revenir dans les bonnes grâces de l’ami américain... Lequel, il est vrai, avait décidé de nous faire payer très cher au plan économique notre trahison atlantiste. À partir de là plus rien ne devait nous arrêter sur la pente fatale de la subordination, de la soumission et des concessions *ab libitum* : en novembre 2007 Sarkozy s’est empressé de revenir sans contrepartie dans le commandement intégré de l’Otan... d’où nous étions sortis la tête haute en 1966. En 2011, il lançait sans déclaration préalable une guerre camouflée en

intervention humanitaire contre Kadhafi qu’entretemps il avait reçu en grande pompe à l’Élysée ! Puis ce fut l’entrée clandestine, par le truchement de nos services spéciaux, dans une guerre qui ne disait pas son nom, guerre engagée au profit des islamistes contre le régime authentiquement laïc de Damas, cela dans le contexte des Printemps arabes.

Ces “printemps” qui appurent vite pour ce qu’ils étaient, des mises en scène visant à l’installation au pouvoir des Frères musulmans. La manœuvre a lamentablement échoué en Égypte, en Tunisie... et en Syrie. Pour résumer, il n’y a pas à “juger” la politique de la France puisque nous n’en avons pas. Nous n’avons plus de politique arabe, ni étrangère d’aucune sorte, sauf bien entendu sur le papier glacé des reportages télévisuels, racleurs et mensongers. Maintenant je vous renvoie à mon livre *Retour de flamme — Les banlieues de Damas, matrice du terrorisme qui frappe l’Occident* publié en septembre dernier par les Éditions Sigest**. Vous y trouverez la genèse d’un conflit que l’on a fait passer jusqu’à présent pour une guerre civile et qui est en réalité un affrontement international Est/Ouest. Ce qui devient chaque jour de plus en plus évident, ceci même aux plus bouchés à l’émeri.

R. : Que représente réellement Daech ?

J.-M.V. : Peu et beaucoup de choses. C’est l’éternelle histoire du Golem qui échappe aux mains de ses géniteurs et commence à tout démolir. L’État islamique est essentiellement une force armée concentrant plusieurs dizaines de milliers de djihadistes formant de véritables brigades internationales. Celles-ci se composent de plus de cent nationalités, soit la moitié de la planète. Tous plus ou moins mercenaires, autrement dit au service, des “agendas” géopolitiques des États qui les financent, les arment, les entraînent et les encadrent, en tête desquels les États-Unis d’Amérique, Israël, puissance nucléaire inavouée, la Turquie, l’Arabie, le Qatar, le Koweït, le Royaume-Uni, la France, l’Allemagne, zélés supplétifs de Washington.

C’est donc fort à propos que le candidat Républicain à la présidence des États-Unis, Donald Trump, accuse la Démocrate Clinton d’avoir tenu l’État Islamique sur les fonts baptismaux. On vient de voir à Deir ez-Zor — alors qu’une trêve avait été signée le 9 septembre 2016 à l’issue de plusieurs mois de négociations entre Russes et Américains — quatre avions de combat de la Grande Amérique bombardés « par erreur », pendant cinquante minutes, les positions de l’armée gouvernementale, tuant 82 soldats loyalistes, brisant l’encercllement des djihadistes de Daech, ce qui leur permit de réoccuper le terrain perdu. Merci le Pentagone ! Le 2 octobre 2016 « le *Bureau of Investigate Journalism* » révélait que, de mai 2007 à décembre 2011, le Pentagone avait abondé un cabinet anglais de relations publiques à hauteur de 500 millions de dollars pour réaliser des vidéos de propagande noire au profit d’Al-Qaïda en Irak...

Au final Daech représente à la fois une menace pour nous en ce qu’il peut à tout moment échapper à ses commanditaires comme le balai s’arrache des mains de l’apprenti-sorcier. Toutefois il est avant tout une menace tout autant politique qu’existentielle dans et pour les pays situés à la périphérie du champ de bataille, ce qui inclut les États-Unis. De ce point de vue l’État Islamique est formidablement utile pour qui veut resserrer les rangs de l’opinion publique derrière les pantins usurpant le pouvoir à l’Ouest de l’Europe, surtout au moment où approchent les échéances des calendriers électoraux. Daech constitue en outre un prétexte idéal pour instaurer et faire perdurer des états d’exception... comme en France. Soit créer

un climat propice à toutes les répressions ou justifier toutes les dérives autoritaires de l’État si besoin est. Bref si Daech n’existait pas, il serait opportun voire urgent de l’inventer.

R. : L’idéologie islamique se diffuse dans les banlieues françaises depuis les années 1990. A quels courants de l’Islam radical avons-nous affaire ?

J.-M.V. : Il s’agit d’un courant ou plutôt d’une secte subversive et déviante, le wahhabisme qui, alimentée et soutenue par les pétrodollars de la terreur, tend à s’imposer comme la nouvelle orthodoxie de l’islam. La culpabilité en revient premièrement à nos gouvernements qui se sont crus malins de laisser les richissimes pétromonarchies wahhabites, Arabie et Qatar, financer la construction et le fonctionnement d’un grand nombre de “lieux de culte”, en France

et ailleurs en Europe, et pire, d’y laisser prêcher sans aucun contrôle n’importe quel exalté. Mais cela n’est pas tout à fait innocent. Je vous recommande la lecture des *Égarés* que vous trouverez dans la bibliothèque rivarolienne (18 euros franco de port). Après cela vous n’écoutez plus de la même oreille les âneries que débitent nos media. Pour être brutal, ajoutons que le wahhabisme est à l’islam ce que le satanisme est au christianisme. Ce n’est pas par hasard si les oulémas, les savants musulmans, l’assimilent au *dajjal*, littéralement au “père du mensonge”, à l’Antéchrist.

R. : Faites-vous un lien entre l’islamisme et l’immigration ?

J.-M.V. : Il serait difficile de ne pas le faire. Et les choses ne risquent pas de s’arranger. Nous avons ouvert les portes en grand sans nous préoccuper de l’après. On ne peut assimiler ce qui est assimilable et l’assimilation ne peut intervenir que progressivement et à dose homéopathique. Nous commençons à récolter les fruits empoisonnés des politiques délirantes, ou perverses, qui sont les nôtres depuis Giscard président et Chirac Premier ministre. Le regroupement familial et le fétichisme de la société plurielle, du métissage, participent d’une colonisation idéologique délibérée, préméditée, d’un chantage moral et d’un terrorisme intellectuel pour lesquels nous portons tous une part écrasante de responsabilité... En un mot pour ne pas avoir su ou voulu les combattre autant que nécessaire.

R. : Comment vraiment combattre le terrorisme islamique en France et en Syrie ?

J.-M.V. : C’est très simple : virer d’urgence et sans retour possible les fous, les criminels et les malades qui détruisent ce pays à marche forcée. Envoyons les candidats terroristes, radicalisés et autres fichés S, se faire pendre ailleurs nonobstant les prétendues lois internationales nous interdisant de « faire des apatrides ». Les délinquants récidivistes suivront. C’est une question de vie ou de mort. Au regard des enjeux, les traités sont de *facto* caducs ou doivent être considérés comme tels. Mais il faut des hommes — ou des femmes ! — ayant le cran de mettre en œuvre de telles mesures, or nous avons pléthore d’*eunuques de l’esprit* et de castrats politiques.

R. : Pourquoi l’Arabie Séoudite et le Qatar veulent-ils en finir avec le régime de Bachar al-Assad ?

J.-M.V. : D’abord ils ne s’agit pas du « régime d’el-Assad », mais du régime baassiste. Même si ce régime est encore dominé par les Alaouïtes et si le clan Assad y a joué longtemps un rôle prépondérant, pour ne pas dire exorbitant. Mais ce sont les règles du jeu et le prix à payer si l’on ne veut pas que ces nations du Levant tombent à nouveau dans l’anarchie tribaliste, ce que l’on voit en Irak, en Somalie, en Libye. Pour être plus précis nous pourrions dire schématiquement qu’il s’agit de concurrence vitale, de course à l’hégémonie régionale, de haine confessionnelle, haine du wahhabisme contre les mécréants, sunnites compris, c’est tout cela à la fois. Notez qu’il n’est pas neutre que ces royaumes ayant pour religion officielle une hérésie schismatique soient alliés à l’État hébreu — Ryad et Tel-Aviv vont échanger tout bientôt des ambassadeurs — et aux judéo-protestants américains. À nouveau je vous recommande la lecture des *Égarés* et du *Retour de flamme*, vous y découvrirez les mécanismes de cette machine infernale que’est la crise syrienne. Nous avons semé le vent de la tempête, nous récolterons du sang et des larmes. Retenez que depuis sa naissance Israël n’a de cesse de faire le ménage dans son voisinage au motif d’assurer sa sécurité. Environnement qui s’étend jusqu’aux sources du Nil. Le Sud-Soudan est de cette façon,

depuis la partition du pays, une extension de l’État hébreu, idem pour le Kurdistan irakien. Les malheurs de la Libye, le chaos qui règne en Irak et au Yémen, relèvent de la même logique. Israël, entité sioniste soi-disant laïque, mais en réalité messianique, veut accomplir la Promesse (!?) biblique et occuper un territoire s’étendant du Nil à l’Euphrate ! Dire cela ne procède pas d’un délire conspirationniste, c’est écrit en toutes lettres dans le plan Yinon déjà mentionné. Ce projet et cette ambition figuraient jusqu’à une date récente dans les manuels de l’Armée de défense d’Israël, Tsahal, cependant ne comptez pas sur les gens de presse pour vous en informer, pas plus de cela que du reste. Le Quatrième pouvoir verrouille l’ensemble du dispositif, à savoir le mensonge universel par lequel les oligarques assoient leur pouvoir et construisent patiemment “leur” gouvernance mondiale.

R. : Leur rôle dans le financement de l’islamisme partout dans le monde participe-t-il d’un projet géopolitique construit ?

J.-M.V. : Oui bien entendu. La création d’une vraie *fausse-semblance**** de califat se marie et s’accorde parfaitement avec le projet de gouvernance globale. Ces plans de domination planétaire — les musulmans représentent un milliard et demi d’hommes — se complètent et s’emboîtent l’un dans l’autre. La révolution mondiale à venir — avant ou après la Troisième guerre universelle aux dires de M. Attali ! — accouchera dans et par la terreur d’un régime totalitaire à la manière du collectivisme bolchévique de 1917. Peut-être verrons-nous en 2017 ressurgir, plus forts que jamais, les mêmes démons. Enfin espérons très fort nous tromper !

R. : Dans ce contexte que veut la Turquie d’Erdogan ?

J.-M.V. : Erdogan a compris — sans doute comme les Séoudiens qui sont peu à peu en train de le comprendre — qu’il sera prochainement inutile aux Américains. Ses ambitions néo-ottomanes, en Égypte et en Tunisie, ont fait long feu. Son islamo-kémalisme se heurte désormais à la géopolitique américaine qui travaille à l’édification d’un Grand Kurdistan dans une aire islamique recomposée. À terme cette menace devrait rapprocher Ankara et Téhéran qui, de son côté, doit faire face à un réveil de l’irrédentisme kurde en Azerbaïdjan occidental. Cette dimension géopolitique explique en grande partie l’extraordinaire retournement d’alliance et le rapprochement d’Ankara et de Moscou. Nous nous trouvons en plein réajustement des plaques tectoniques de l’espace géopolitique arabe et islamique, de l’Atlantique au Turkestan chinois. Gageons que dans ces conditions nous ne sommes pas au bout de nos surprises.

R. : Pourquoi la Russie est-elle intervenue en Syrie ? Poutine est-il le seul à pouvoir sauver la région du chaos ?

J.-M.V. : La Russie n’est évidemment pas intervenue par pur altruisme. Mais au moment où le bouclier anti-missiles américain resserre son étai dans la Baltique et en Europe orientale, il était essentiel pour Moscou de sauvegarder le seul port d’attache dont la flotte russe dispose en Méditerranée, Tartous sur le rivage du pays alaouïte. Au demeurant, si la Syrie se disloque sous la poussée des « rebelles modérés » — mais vrais islamistes —, c’est tout le Caucase qui se trouve menacé. Nous sommes dans un parfait cas d’école géostratégique. La Russie encerclée doit établir un glacis protecteur autour son territoire. Je n’entrerai pas davantage dans les détails. Si la Syrie tombe demain, sur les décombres des nations du Levant et de Mésopotamie, nous verrons se construire un Grand Kurdistan puis un Grand Azerbaïdjan. La Turquie, l’Iran perdront des parties essentielles de leur territoire respectif. Le Haut Karabagh sera englouti et l’existence de l’Arménie martyre, menacée. Nous n’en sommes plus loin, croisons les doigts parce que ces reconfigurations planifiées par les néoconservateurs américains n’interviendront pas sans de terribles spasmes. N’oublions pas que la Chine, grand rival des États-Unis pour la domination planétaire est partie prenante du conflit syrien, qu’elle arme les forces de Damas avec des matériels de dernière génération et que ses bâtiments de guerre mouillent au large de Lattaquié. La Syrie est bien à notre grand dam l’épicentre d’un séisme planétaire.

Propos recueillis par Monika BERCHVOK.

* En 1982 le « Plan Oded Yinon » sanctionnait l’obsolescence définitive de la carte dessinée par MM. Picot & Sykes. Le 26 février 2003, devant un parterre néoconservateur de l’*American Enterprise Institute*, le président américain GW. Bush annonçait en miroir au plan israélien, un projet de reconfiguration totale de l’aire islamique, de l’Atlantique à l’Indus, doctrine connue sous le nom de “*Greater Middle East Initiative*”. Nouvelle traduction augmentée, Sigest, 2015.

** *Retour de flamme — Les banlieues de Damas, matrice du terrorisme qui frappe l’Occident*, Sigest, 2016. *Les Égarés — Le wahhabisme est-il un contre islam ?* » Sigest, 2013.

*** Pour nous chrétiens la « fausse semblance » s’assimile au *dajjal* des musulmans.

Syrie : choc frontal entre Moscou et Washington. Qui sont les tireurs de ficelles ?

APRÈS le bombardement d’un convoi humanitaire en Syrie par l’armée américaine (le 20 septembre 2016) et le pilonnage durant cinq longues heures de positions de l’armée syrienne par l’avion états-unienne, violant ainsi le cessez-le-feu signé le 9 septembre, le ton se durcit du côté de Moscou.

Le ministre des Affaires étrangères russe Sergueï Lavrov, lors d’une interview à la BBC, est définitivement sorti du langage diplomatique pour accuser ouvertement les Etats-Unis de protéger les terroristes du Front Fatah al-Cham (ex-Front al-Nosra qui est Al-Qaïda) en précisant : « *Les Américains n’ont jamais attaqué un seul site du Front al-Nosra* »¹. Ce qu’a confirmé un commandant du Front Al-Nosra qui a affirmé dans un entretien accordé au journal allemand *Koelner Stadt-Anzeiger* : « *Oui, les Etats-Unis soutiennent l’opposition (en Syrie), mais pas directement. Ils soutiennent les pays qui nous soutiennent. Mais nous ne sommes pas encore satisfaits de ce soutien* »². Il a par ailleurs révélé que le groupe terroriste avait gagné des batailles grâce aux missiles antichars TOW de fabrication américaine qui ont été « *donnés directement* » à ses troupes, et d’ajouter « *grâce à ces missiles, la situation dans plusieurs régions (syriennes) est sous contrôle* ». Pour ce qui est de l’armement lourd, il explique « *Nos chars et lance-roquettes sont venus de Libye via la Turquie* ».

Pour empêcher toute future “erreur” de l’aviation américaine et ainsi protéger l’armée syrienne et les éléments de l’armée russe qui sont sur le terrain, la Russie a déployé en Syrie ses systèmes de défense antiaérienne S-300 et S-400. La réaction de Washington ne s’est pas faite attendre… Le porte-parole du Pentagone, Peter Cook, a mis en garde les Russes : « *Il faut que ce soit clair pour les Russes et pour tous ceux qui opèrent en Syrie que nous prenons très au sérieux la sécurité de nos aviateurs* », ce à quoi a répondu le porte-parole du ministère russe de la Défense Igor Konachenkov : « *nous rappelons que le S-300 est un système uniquement défensif et qui ne menace personne* »³.

Il faut préciser que les Russes ont pris la décision de déployer leurs systèmes défensifs suite à des informations selon lesquelles Washington réfléchissait à effectuer des frappes contre l’armée syrienne. Igor Konachenkov a ajouté dans un communiqué : « *Il faut être conscient du fait que les systèmes russes n’auront pas le temps de déterminer “en ligne directe” le trajet précis des missiles et leur appartenance. Et ceux qui prétendent qu’il existe des avions invisibles vont au devant de graves déconvenues.* »⁴

Nous sommes peut-être arrivés à un stade de non-retour dans ce face-à-face russo-américain en Syrie. Une confrontation directe de ces deux grandes puissances militaires en Syrie pourrait entraîner une conflagration mondiale. Une question, qui n’est cependant jamais posée, reste en suspens : à qui profiterait cette éventuelle guerre mondiale ? Pour identifier le premier coupable et l’ultime bénéficiaire de la grande guerre peut-être à venir, il convient de revenir à la genèse et aux artisans du conflit en Syrie.

LES ARTISANS DE LA DESTRUCTION DU MOYEN-ORIENT

Au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, les dirigeants israéliens et le lobby pro-israélien aux Etats-Unis se sont mis en branle pour utiliser ces attentats comme justification à une série de guerre contre leurs voisins que devaient mener les Américains pour leur compte. Dans une tribune que Netanyahu fit paraître dans le *Chicago Sun Times* le 7 janvier 2002, on voit très clairement apparaître le fait que le 11-Septembre n’est rien d’autre qu’un prétexte à la reconfiguration du Proche-Orient : « *Que l’Amérique renverse le régime des Talibans en Afghanistan, et le réseau Al-Qaïda se désagrégera de lui-même. Les Etats-Unis doivent à présent agir de la même façon avec les autres régimes de terreur — l’Iran, l’Irak, la dictature de Yasser Arafat, la Syrie et quelques autres.* »⁵

En 2002, à la conférence annuelle du puissant lobby pro-israélien AIPAC, dont le thème était « *L’Amérique et Israël contre le terrorisme* », les discours tournaient autour de la “menace” commune aux Etats-Unis et à Israël représentée par le vieux et fatigué Yasser Arafat (qui allait mourir empoisonné deux ans plus tard), l’ancien employé de la CIA Oussama Ben Laden, les Talibans (armés et soutenus par la même CIA via les Services spéciaux pakistanais), le Hamas, le Hezbollah, l’Iran et la Syrie⁶.

En avril 2002, le *think tank* néoconservateur américain PNAC (*Project for the New*



American Century) a publié une lettre ouverte signée de plusieurs personnalités juives, William Kristol, Richard Perle, Daniel Pipes, Eliot Cohen, Norman Podhoretz et de non-juifs mais sionistes, William Bennet, R. James Woosley, ainsi que de vingt-huit autres néoconservateurs de premier plan, destinée au président Bush : « *Personne ne devrait douter que les Etats-Unis et Israël ont un ennemi commun. Nos deux pays sont la cible de ce que vous (GW Bush) avez à juste titre appelé « l’Axe du mal ».* Comme l’a souligné le secrétaire d’Etat à la Défense Donald Rumsfeld, l’Iran, l’Irak et la Syrie “encouragent et financent une culture d’assassinat politique et d’attentats à la bombe contre Israël, tout comme ils ont soutenu des campagnes de terrorisme contre les Etats-Unis”. Monsieur le président, vous avez déclaré la guerre au terrorisme international. Israël est engagé dans la même guerre »⁷.

Au vu de la chronologie des déclarations, l’on voit mieux que les néoconservateurs américains n’ont en réalité fait qu’appliquer un plan élaboré à l’avance par les stratèges israéliens par leurs épigones américains ou par leurs agents d’influence implantés au cœur de la citadelle du pouvoir américain…

Les promoteurs, aux Etats-Unis, de ce projet de destruction des pays arabo-musulmans au profit d’Israël sont les néo-conservateurs ; mais ne nous y trompons pas, les racines du néoconservatisme sont essentiellement juives⁸. Notons que le noyau dur des néoconservateurs américains est essentiellement composé de juifs occupant des postes clés dans d’influents organisations, fondations et institutions politiques à l’image d’Elliott Abrams, Kenneth Adelman, Douglas Feith, Richard Perle, Paul Wolfowitz ; dans le milieu journalistique on trouve de même, David Brooks, Charles Krauthammer, William Kristol, Bret Stephens et Norman Podhoretz ; parmi les universitaires néoconservateurs juifs, figurent Eliot Cohen, Aaron Fridberg, Ruth Wedgwood et le très important Bernard Lewis, historien juif pro-israélien (père de la “théorie” du Choc des civilisations vulgarisée par son assistant goy d’origine nippone Samuel Huntington) ; dans le milieu des experts remarquons Max Boot, David Frum, Reuel Gerecht, Robert Kagan, Michael Ledeen (père de la doctrine du « *chaos constructif* »), Joshua Maravchik, l’ineffable Daniel Pipes, Danielle Pletka, Michael Rubin et Meyra Wurmser.

Le néoconservateur juif Max Boot a dit fort clairement que le « *soutien d’Israël est l’un des principes clés du néoconservatisme* »⁹. Comme le font remarquer les universitaires américains de renom John J. Mearsheimer et Stephen M. Walt : « *le néoconservatisme est un sous-ensemble du mouvement pro-israélien. Les juifs américains sont au centre du mouvement néoconservateur, de la même façon qu’ils composent la majeure partie du lobby (pro-israélien)* »¹⁰.

AUX ORIGINES DE LA GUERRE DE SYRIE

Les buts de guerre américains en Syrie sont calqués sur le plan israélien rédigé en 1982 par le fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères de l’Etat hébreu, Oden Yinon¹¹. Ce plan visait en priorité l’Irak, lequel plan prévoyait de le faire éclater avant de faire subir le même traitement à la Syrie. Les Israéliens, par le biais des Etats-Unis, ont effectivement suivi à la lettre le plan Yinon. Dès que Bagdad est tombée, les dirigeants israéliens ont commencé de préparer la future guerre contre la Syrie en lançant des accusations de programme d’armes chimiques.

Dès la mi-avril 2003, alors que l’Irak venait tout juste de tomber, les dirigeants israéliens commencèrent à inciter les Etats-Unis à s’attaquer au régime syrien¹².

Dans un entretien accordé le 15 avril 2003 au

journal *Yedioth Aharonoth*, le Premier ministre israélien Ariel Sharon expliquait que Bachar el-Assad était un « *homme dangereux, incapable de jugement sain* ». C’est ce que les Israéliens disaient déjà de Saddam Hussein qui aurait, avec la complicité de Damas, dissimulé des « *armes de destruction massive* » en territoire syrien juste avant le début des hostilités. Faut-il souligner la profonde absurdité d’une telle accusation ?

Sharon se mit à appeler les Etats-Unis à exercer une « *très forte pression* » sur la Syrie pour l’obliger à mettre fin à son soutien au Hamas et au Jihad islamique ; Sharon exigea également du Liban voisin l’expulsion des Gardiens de la Révolution iranienne de la plaine de la Bekaa, la cessation de toute coopération avec l’Iran, l’obligation pour le Hezbollah de se retirer de la frontière israélo-libanaise et le remplacement du Hezbollah par l’armée libanaise, l’élimination de ses missiles à courte portée visant le territoire israélien¹³.

En somme, Sharon exigeait que sautent au Levant tous les verrous empêchant Israël de s’étendre ; il voulait la région livrée sur un plateau, sans résistance aucune. Un diplomate israélien a même critiqué les revendications osées de Sharon, l’invitant à être plus discret sur les relations entre Damas et Washington¹⁴…

Sharon n’était pas un cas isolé parmi les dirigeants israéliens. Le ministre de la Défense Shaul Mofaz a déclaré à *Ma’ariv* le 14 avril 2003 : « *Nous avons une longue liste d’exigences à l’égard des Syriens, et il nous semble approprié qu’elles soient transmises par l’intermédiaire des Américains.* »¹⁵. Comme Sharon, le ministre de la Défense demandait à ce que la Syrie rompît ses liens avec le Hamas et le Jihad islamique et que soit démantelé le Hezbollah¹⁶.

Deux semaines plus tard, le conseiller pour la Sécurité nationale de Sharon, Ephraïm Halevy, se rendait à Washington pour pousser les dirigeants américains à prendre « *des décisions décisives* » contre la Syrie. Il ressortit le fameux argument israélien des armes de destruction massive ; selon lui, la Syrie en détiendrait et ces armes seraient aux mains d’un Assad “irresponsable” et “insolent”¹⁷.

De son côté, le régime syrien a, sous Hafez (1930-2000) et sous Bachar el-Assad, tout au long des années 1990 et au début des années 2000, cherché la paix avec les Israéliens et les Américains. Mais les Israéliens, qui comme toujours pour donner le change, acceptaient les négociations, les firent systématiquement capoter ou ne donnèrent pas suite. Par exemple, en décembre 2003, Assad fit une offre de paix, et voici le commentaire qu’en a fait le correspondant militaire de *Haaretz*, Ze’ev Schiff : « *Le plus étonnant dans la proposition du président syrien de relancer les pourparlers avec Israël, c’est la réponse des dirigeants israéliens… Le Premier ministre Ariel Sharon est resté muet. Pas un seul mot n’est sorti de sa bouche… Dans le passé, nous avions toujours nourri l’espérance qu’on nous ferait de telles offres* »¹⁸.

Cette politique de défiance vis-à-vis de la Syrie promise aux Etats-Unis par les Israéliens, n’était ni du goût de l’Administration américaine, ni de la CIA et du Département d’Etat ; ces deux derniers, en particulier, ont souligné que cette politique d’affrontement avec la Syrie était une erreur stratégique. Mais Israël et le lobby pro-israélien ont convaincu l’Administration de les suivre sur cette voie¹⁹. Ils ont utilisé le même argument que précédemment avec l’Irak, à savoir que la Syrie était une dangereuse menace pour Israël mais aussi pour les Etats-Unis²⁰. On se demande bien en quoi la Syrie pouvait représenter un danger pour les Etats-Unis. Les dirigeants israéliens ne reculent devant aucun mensonge, au contraire ; ces contre-vérités ont de graves conséquences en déstabilisant la région et au-delà.

Après la chute de Saddam, les Israéliens déclarèrent que la Syrie était au moins aussi dangereuse que l’Irak. Le stratège israélien, Yossi Alpher, livrant le point de vue de l’Etat hébreu sur la Syrie, expliquait que « *la Syrie avait un fort pouvoir de nuisance, beaucoup plus fort que celui de l’Irak* ». Le *Washington Post* a rapporté à la mi-avril 2003 que Sharon et Mofaz s’employaient à attiser la campagne contre la Syrie en abreuvant les Etats-Unis de rapports secrets sur les agissements du président Bachar Al Assad²¹ et la dissimulation sur son sol d’armes irakiennes²². Israël et son lobby aux Etats-Unis ont commencé leur campagne anti-syrienne dès 1996²³. La

situation actuelle n’en est que la conséquence directe.

Pour ceux qui s’imaginent que la volonté de faire tomber la Syrie date de 2011 à la suite des “massacres” supposés de la population civile syrienne par Assad, voici de quoi leur faire revoir leur jugement : en avril 2003 (8 ans avant le Printemps arabe et syrien), Paul Wolfowitz, un néoconservateur juif, a déclaré qu’ « *un changement de régime était indispensable en Syrie* », et Richard Perle, lui aussi néoconservateur juif, dit à un journaliste : « *nous pourrions délivrer un message très bref, message de cinq petits mots aux autres régimes hostiles en Orient : “C’est votre tour maintenant”* »²⁴.

Compte tenu de ces données, de la constante agressivité d’Israël envers la Syrie et de son soutien ouvert aux terroristes, il est évident que, *in fine*, la guerre peut-être à venir entre la Russie et les Etats-Unis, qui devrait débiter en Syrie, aura pour seul bénéficiaire l’Etat d’Israël. Son objectif étant — comme à la fin de la Première Guerre mondiale avec la Grande-Bretagne — de faire réaliser son projet dément par les Etats-Unis qui sont censés détruire le régime et l’armée syrienne et chasser la Russie de la région, afin d’ouvrir définitivement la voie au Grand Israël qui doit s’étendre jusqu’à l’Euphrate, c’est-à-dire sur le cadavre de la Syrie.

Quand la grande catastrophe mondiale aura eu lieu, il ne faudra pas oublier qui sont les véritables responsables.

Jean TERRIEN.

1. Lavrov : Les Etats-Unis protègent un groupe jihadiste en Syrie : <http://aa.com.tr/fr/monde/lavrov-les-etats-unis-prot%C3%A8gent-un-groupe-jihadiste-en-syrie/655943>.
2. Russia Today, 27/09/2016.
3. 20 minutes, Syrie : L’armée russe déploie des systèmes de défense antiaérienne S-300, 05/10/2016.
4. Sputnik news, Moscou annonce ses intentions d’abattre tout missile menaçant en Syrie, 06/10/2016.
5. Benjamin Netanyahu, Three Pinciple Key to Defeat of Terrorism, Chicago Sun Times, 7 janvier 2002.
6. Dana Hearn, AIPAC Policy Conference, 21-22 April 2002, Journal of Palestine Studies 31, n° 4, été 2002, pp. 66-79.
7. Letter to President Bush on Israel, Arafat, and the World on Terrorism, Project for the New American Century, 3 avril 2002, en ligne sur www.newamericancentury.Org/bushletter-040302.htm
8. Voir : Murray Friedman qui explique que le néoconservatisme est une invention juive dans The Neoconservative Revolution : Jewish Intellectuals and the Shaping of Public Policy. Voir aussi l’article de Gal Beckerman dans le journal de la communauté juive new-yorkaise The Forward, The Neoconservative Persuasion, 6 janvier 2006.
9. Max Boot, What the Heck is a Neocon ?, Wall Street Journal, 30 décembre 2002.
10. Walt et Mearsheimer, La politique étrangère américaine et le lobby pro-israélien, 2007, La Découverte.
11. Oded Yinon’s A strategy for Israel in the Nineteen Eighties, 1982. Nouvelle traduction à partir de l’anglais, Le Plan sioniste pour le Moyen-Orient, Sigest, Paris, 2015.
12. Seymour Herish, The Syrian Bet, art. cit. ; Molly Moore, Sharon Asks U.S. Pressure Syria on Militant, Washington Post, 17 avril 2003 ; Ori Nir, Jerusalem Urges Bush ; Next Hezbollah, Forward, 11 avril 2003 ; Ori Nir, Sharon Aide Makes the Case for U.S. Action against Syria, Forward, 18 avril 2003 ; Marc Perelman, Behind Warnings to Damascus : Reassessment of Younger Assad, Forward, 18 avril 2003 ; et Daniel Sobelman et Nathan Guttman, PM Urges U.S. to keep on Syria, Calls Assad « dangerous », Haaretz, 15 avril 2003.
13. La citation de Sharon et sa liste d’exigences sont tirées de Daniel Sobelman et Nathan Guttman, PM Urges U.S. to Keep Heat on Syria. Voir également Molly Moore, Sharon Asks U.S., art. cit. Cité par Walt et Mearsheimer, op. cit., p. 299.
14. Herb Keinon, Sharon Criticized for Public Declaration on Syria-U.S. Tension, Jerusalem Post, 16 avril 2003.
15. Cité dans Ori Nir, Sharon Aide Makes the Case, art. cit. Voir également DeYoung, U.S. Toughens Warning, art. cit. ; et Molly Moore, Sharon Asks U.S.
16. Walt et Mearsheimer, op. cit., p. 299.
17. Dans le journal Forward, cité par Walt et Mearsheimer, op. cit., p. 299.
18. Ze’ev Schiff, The Peace Threat from Damascus, Haaretz, 8 décembre 2003. Voir le détail des offres de paix de la Syrie dans Walt et Mearsheimer, op. cit., chap. 9.
19. Walt et Mearsheimer, op. cit., p. 298.
20. Walt et Mearsheimer, op. cit., p. 298.
21. Rapporté par Walt et Mearsheimer, op. cit., p. 300.
22. Cité par Walt et Mearsheimer, op. cit., p. 300. Voir note 51, p. 475.
23. Voir : Walt et Mearsheimer, op. cit., p. 300.
24. Wolfowitz cité dans Nathan Guttman, Some Senior U.S. Figures Say Syria Has Crossed the Red Line, Haaretz, 14 avril 2004 ; Perle cité dans Michael Flynn, The War Hawks : The Right Flexes Muscle with New U.S. Agenda, Chicago Tribune, 13 avril 2003.

Théorie du genre : le progrès du néant ou la conquête perverse

IL EST des consignes administratives, des ordres politiques formels qui en disent infiniment plus que n'importe quel discours philosophique ou idéologique souvent enrobé de mille et une nuances pour noyer le poisson. Le courriel, tranchant s'il en est, envoyé la semaine dernière par la directrice générale de l'enseignement scolaire au ministère de l'Éducation nationale, Florence Robine, à tous les recteurs d'académies, fait parti de ceux-là. Nous ne savons si l'initiative qui apeure les autorités est la conséquence des propos de Bergoglio (sur la théorie du genre) lancés dans son avion à des journalistes pour contrebalancer un peu son extraordinaire relativisme moral, mais force est de constater qu'elle a fait mouche. Soit l'envoi en nombre astronomique d'un livret assez épais à but pédagogique à un grand nombre d'établissements scolaires dans lequel est démontré, références à l'appui, la débauche d'efforts exercés par l'Etat, l'Union européenne, l'ONU, afin d'institutionnaliser la théorie du genre. La brochure est claire, s'adresse à un public large et le contenu est impossible à réfuter. Une seule solution pour les commissaires politiques : l'autodafé.

Il faut lire ce courriel pour se rendre compte que le pouvoir n'entend pas défendre d'une manière circonstanciée ses "positions" mais passer en force, écraser la contestation, étouffer la colère et poursuivre le processus de dénaturation de notre jeunesse.

« L'association *Vigi-gender*, qui se présente comme un « collectif de parents s'engageant pour promouvoir une École excluant le genre (gender) comme partie effective des programmes et activités scolaires et extra-scolaires », procède actuellement à des envois en nombre de sa brochure « *Le Genre en images* ». Elle saisit cette occasion pour inviter les directrices et directeurs d'école, ainsi que les personnels de direction, à mettre cette brochure à disposition de l'ensemble de la communauté éducative et, ainsi, de « l'éclairer sur le sujet de l'identité ». À partir d'exemples tirés de manuels, des ressources produites dans le cadre de la formation des personnels ou encore utilisées dans le cadre des enseignements ou des actions éducatives, enfin du matériel éducatif utilisé par des associations bénéficiant d'un agrément national et intervenant auprès d'un public scolaire, plus d'une dizaine de pages de cette brochure qui en compte une cinquantaine tentent de démontrer que le ministère poursuit un objectif d'indifférenciation des filles et des garçons et de promotion de l'homosexualité. J'appelle votre très grande attention sur l'importance d'alerter l'ensemble des directrices, directeurs d'école et personnels de direction, ainsi que plus largement l'ensemble des personnels de votre académie, au sujet de ces envois et de leur demander à la fois d'en empêcher la diffusion et d'avertir le cabinet de l'IA-DASEN dès réception, le cas échéant. » Ne dirait-on pas un chef de secte s'adressant à ses sous-chefs, leur parlant comme s'il n'y avait nul besoin d'expliquer plus en détail les enjeux de cette affaire ? Le G.O. s'adresse au G.O. Sûr de lui et si dominateur... envers les enfants.

La jeunesse, les petits, cibles de leur folie. Nous le savons bien, l'idéologie du genre (car il ne s'agit que d'une très sombre idéologie) est assénée sur toutes les sociétés soumises au pouvoir judéo-maçonnerie. D'abord sur le quotidien des individus qui, désormais, baignent littéralement dans une glue relativiste dont ils ne peuvent s'extraire qu'à condition de faire le choix de vivre carrément en ermites, au milieu



d'une forêt humide ou en haut d'une montagne peuplée uniquement de marmottes et d'hermines blanches. On peut encore vivre sans télévision, laquelle reste cependant la première cause de la métamorphose de nos pays. Mais on ne peut réellement vivre sans côtoyer les téléspectateurs parfaitement zombifiés. On peut vivre sans passer son temps à regarder des vidéos pornographiques toujours plus perverses, toujours plus enclines à apparaître vraiment pour ce qu'elles sont essentiellement (un détournement des corps de leur vraie nature, la chosification de l'autre pour alimenter l'appétit infini de l'individu-roi), mais on ne peut éviter la proximité avec les sadiques, les narcissiques, on ne peut éviter dans les villes, les magasins, les lieux publics la promiscuité maléfique. (Il est évident, par exemple, que l'amour qu'éprouvent de plus en plus les Occidentaux envers les chats et les chiens provient de leur exaspération croissante devant l'égoïsme et la perversité grandissante de leurs congénères.). On peut se désintéresser des débats publics, de la politique, des grandes questions intellectuelles, les autres les traiteront à notre place. Bref, à moins de vivre dans la solitude la plus stricte, il est impossible d'échapper aux effets produits par « Plus Belle la vie », la fausse télé-réalité, le faux progrès, la propagande homosexuelle, bisexuelle, transsexuelle, asexuelle, métisseuse (rien n'est clairement définie), mondialiste, abortive, euthanasique, toxicomane, relativiste, matérialiste, en définitive maçonnerie et sataniste. Mais il existe pourtant une autre solution que la fuite pour prévenir la contamination. Celle de se faire haïr de ce monde, de lui adresser le message clair qu'aucune réconciliation n'est possible avec lui, de le combattre ouvertement afin de faire apparaître en face de ceux qui voudront encore bien voir sa face hideuse, son masque de haine. Faisons en sorte, comme cette cohorte de parents excédés par l'idéologie du genre, que le Système se fasse implacable, troque son sourire malin contre ce visage figé à la Manuel Valls. Qu'enfin le viol des âmes, des esprits et des corps apparaisse pour ce qu'il est réellement. La destruction des écrits lumineux, la répression des résistants, l'incarcération des durs au fouet comme cela fut le cas en Allemagne où le pouvoir mit en prison (ce n'est pas une mauvaise plaisanterie) dix parents qui refusent que leurs enfants assistent aux cours d'« éducation sexuelle ». Qui sont les méchants ?

Nous le voyons, l'offensive est mondiale tout simplement parce qu'il existe, de fait, un pouvoir mondial qui n'a pour désir que de manipuler les hommes comme bon lui semble sans être freiné ou arrêté par leur histoire, leur nation, leur religion, leurs principes et même leur nature ! L'entreprise est incompréhensible pour ceux qui méconnaissent la source de l'idéologie du genre qui n'est rien d'autre que l'ADN maçonnerie. Barruel, que l'on moque ou que l'on ne lit plus, avait pourtant, il y a 225 ans, déjà, dévoilé en l'anticipant la chronologie du travail maçonnerie dans son fameux ouvrage *Mémoires pour servir à l'histoire du jacobinisme*. Ici Barruel montre bien, textes maçonniques (qui ne sont considérés par personne comme des faux, précisons-le) à l'appui, que la Maçonnerie entend retirer Dieu des esprits (travail largement accompli), avant de démonétiser le rôle du Roi (travail achevé), puis l'Etat (travail en cours extrêmement violent), avant, encore, de détruire la famille par le truchement de la Raison et de la liberté (travail de finitions aujourd'hui), pour enfin s'attaquer à l'hu-

main brut, orphelin de toutes les protections du passé, qu'il faut disséquer, bricoler, modifier, afin de faire socialement disparaître son essence spécifique.

LE STADE SUPRÊME DU MATÉRIALISME

L'idée ? L'humain est un tas d'atomes (de matière) comme n'importe quelle chose dont la vocation est la jouissance par vibration (mais qui ne servira *in fine* qu'à la jouissance d'une infime minorité). L'humanisme revendiqué par la maçonnerie n'est qu'une répugnante plaisanterie. Et l'idéologie du genre qui implique modifications corporelles, hormonales, génétiques mais aussi cognitives de l'être humain, sa banalisation, est le stade suprême du maçonisme avant l'extinction des feux. Pour la France seulement, 2000 chercheurs en sciences humaines sont payés par de l'argent public pour argumenter sur le genre ! Des centaines de scientifiques, notamment des endocrinologues, sont payés pour inventer le transsexuel de demain qui changera de genre autant de fois qu'il le souhaitera au cours de son existence en minimisant douleurs et risques de mortalité. Derrière la propagande, le processus en cours de banalisation de l'idéologie du genre, on trouve sans surprise le Planning familial et sa branche mondiale qui auront été, décidément, de toutes les guerres contre la vie. Diligenté par l'ONU pour laquelle travaille également l'Institut Kinsey (à la pointe dans la recherche pédophilique), le Planning familial mondial a pondé il y a quelques mois une Déclaration des droits sexuels universels avec ses principes (sic) et ses articles. Où l'on comprend que l'idéologie du genre nécessite une éducation précoce et la contribution pratique des enfants du nouveau siècle. Entre la théorie du genre et la pédophilie (perversion typique), le lien est évident. Puisque l'éducation sexuelle doit désormais être imposée non pour enseigner seulement la biologie et les techniques de contraception et d'avortement, mais pour convaincre les enfants, parfois par des méthodes subliminales, qu'ils sont sexuellement indéterminés et pour toujours évolutifs. Aussi la participation active de l'enfant dans l'apprentissage de son indépendance sexuelle est-elle vivement souhaitée, pis, obligatoire.

LA DÉCLARATION DES DROITS SEXUELS UNIVERSELS

Voici l'article 8 de cette Déclaration des droits sexuels universels intitulé « le droit à l'éducation et à l'information » : « Toute personne, sans discrimination aucune, a droit à l'éducation et à l'information nécessaires et utiles à l'exercice de sa citoyenneté dans les sphères privées, publiques et politiques. Toute personne a droit à une éducation visant à éliminer la stigmatisation et la discrimination et promouvant le développement des jeunes en tant qu'acteurs informés à même d'assumer la responsabilité de leur vie et de participer à la détermination des politiques de santé sexuelle et d'éducation à la sexualité. Toute personne, et en particulier s'il s'agit d'un jeune, a le droit d'apporter sa contribution à des programmes complets d'éducation à la sexualité et à des politiques relatives à la sexualité. Toute personne a droit à des moyens lui permettant de développer des compétences afin de négocier des relations plus fortes et plus équitables. Toute personne, sans considérations de frontières, doit avoir accès à des informations traditionnelles et non traditionnelles, sans restriction de support, qui valorisent la sexualité, les droits sexuels et la santé sexuelle ; les jeunes, en particulier, doivent avoir accès à une information sur les relations sexuelles et à des modes de vie qui ne se conforment pas aux stéréotypes liés au genre. »

Cette « éducation » s'intensifiera aussi sûrement que s'est intensifiée et banalisée l'avortement en Occident. Ce sont les mêmes acteurs qui pilotent cette révolution. L'idéologie du genre qui n'est pas amoral mais immorale par définition est déjà bien plus qu'enseignée en France : elle est distillée, inculquée. Insidieusement. Dès l'école primaire, les enfants sont mis dans un bain

idéologique dans lequel ils évoluent sans que ni eux ni leurs parents ne s'en rendent compte pour la plupart d'entre eux. Des exercices d'orthographe, de vocabulaire, de grammaire, de conjugaison prennent ainsi appui sur des textes tirés d'ouvrages pour le moins équivoques, et cela est fait bien volontairement. Actuellement, par exemple, des milliers d'élèves de CM2 étudient les bases de la conjugaison à partir d'un texte du livre *Les Amitiés particulières* de Roger Peyrefitte. Nous sommes persuadés que la plupart des instituteurs et l'immense majorité des parents ne savent pas à quelle manipulation mentale sont soumis les enfants qui lisent, relisent, relisent encore ce texte mettant en scène des garçonnets faisant leur toilette en changeant les pronoms personnels et donc le « genre », en l'écrivant, en le réécrivant.

LA SPIRALE SEXUALISTE

Dans cette configuration, le sexe doit devenir une obsession. Le centre de la vie des gens, de tous les gens ; des adultes comme de celle des enfants. « *Principe 4 : La sexualité, et le plaisir qui en découle, sont au cœur de la vie de tout être humain, qu'il choisisse de se reproduire ou non* ». On comprend qu'un tel postulat est nécessaire à leur entreprise mondiale de dégénérescence, de dénaturation et d'institutionnalisation pedomaniaque. La sexualité est centrale mais elle fluctue suivant ces tarés selon chaque individu, non en fonction de son sexe « visible » (sic) mais en fonction d'une vie intérieure ultra-compliquée que seule une mise en pratique diversifiée pourrait favorablement dévoiler...

« *Le plaisir étant un aspect intrinsèque de la sexualité, le droit de rechercher, d'exprimer et de déterminer quand en faire l'expérience ne doit être nié à personne* ». A personne, ni aux enfants, ni aux vieillards se trouvant dans un même lieu à un même moment (pour utiliser un euphémisme).

« *Tout individu a droit à des conditions favorisant la poursuite d'une sexualité épanouissante. Le plaisir est fondé sur une autonomie individuelle et relationnelle requérant l'existence de politiques publiques relatives à l'éducation sexuelle* ». Voilà confirmé ce que nous disions plus haut : il n'y a pas de véritable liberté sexuelle, et donc pas de liberté tout court (selon cette engeance) sans une éducation orchestrée par de savants adultes expérimentés à destination des plus ignorants et donc des plus jeunes. En 1974, le philosophe ouvertement pédophile René Schérer publiait son essai sur l'éducation des enfants *Émile pervers, ou Des rapports entre l'éducation et la sexualité*. C'était une époque faste pour les pédomanes qui se déversaient jusqu'au début des années 1980 dans le journal *Libération*. Beaucoup de scandales, beaucoup d'affaires ont progressivement entamé l'aura du philosophe et de ses condisciples. *Émile pervers* est réédité en 2006 : dans la préface de la nouvelle édition, René Schérer reconnaît que « l'illusion d'un eden érotique élargi à l'enfance n'a plus aujourd'hui la faveur du public. Sa cote est à zéro. [...] Naguère doté d'une sexualité polymorphe et perverse, le rejeton encore immature est déclaré tout simplement asexué et innocent. [...] Il ne s'agit plus d'ouvrir les jeunes corps au contact des autres, à la chaleur affective des étreintes, mais de les tenir à distance, de les isoler. » Il ajoute cependant : « *L'Histoire procède en zigzag, non par accumulation dialectique. Un fait propre à consoler ceux qui désespèrent* ». Force est de constater que le développement horizontal et vertical de l'idéologie maçonnerie est, aussi, la revanche de Schérer.

François-Xavier ROCHETTE.

« *zepresse.fr* »

Un site très utile pour connaître les kiosquiers dépositaires de vos titres favoris (en commençant bien sûr par RIVAROL !) les plus proches de chez vous.

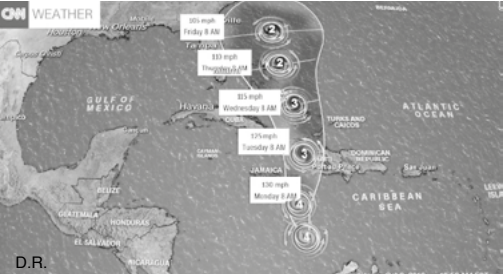
AGENDA

☞ **22 octobre à 14h à Nice.** Hommage aux victimes du 14 juillet 2016. Le lieu de rassemblement exact sera communiqué le jour-même. Contact : 06-14-71-80-45.

☞ **Du 12 au 13 novembre à Paris.** II^e Haut Conseil du Parti Nationaliste Français. Réservé aux cadres et délégués. Inscriptions et renseignements : <pnfrancais@gmail.com>.

☞ **Du 18 au 21 novembre à Madrid.** Délégation commune du Parti Nationaliste Français et de Jeune Nation aux commémorations nationalistes espagnoles du 20 novembre. Inscriptions et renseignements : 07-62-84-04-35.

Haïti, Matthews et Réchauffement Climatique pour entretenir la crétinerie globale



Elle en peut plus M^{me} Royal. Comme son serviteur et mentor soudain propulsé dans l’Histoire, dressé sur ses talonnettes qu’il prend pour des ergots. Il faut lire le communiqué de son fidèle ministre « *de l’Environnement, de l’Énergie et de la Mer, chargé des Relations internationales sur le climat* ». Carte de visite ficelée de pédanterie qu’on s’attendait, il est vrai, à trouver dans cette classe de cuistres parvenus.

Ecoutons-le, grisé d’un titre qui claque comme un sabre d’abordage. Mais un sabre de stuc : « *L’Accord de Paris a suscité un espoir immense dans le monde entier : celui de voir enfin réconciliés le développement et la protection de l’humanité, au travers d’une économie mondiale sobre en carbone et en ressources, traduite concrètement dans les contributions nationales présentées par les Etats Parties à l’Accord en 2015* ». Et de souligner le rôle extraordinaire joué par les gnomes parisiens dans cette réalisation qui devrait sauver l’Humanité en bouleversant l’horloge solaire qui gouverne le climat : « *La France, l’Europe et le monde ont vécu, le 4 octobre, un nouveau moment historique avec le vote quasi unanime du Parlement européen, qui va permettre d’ici vendre-di à l’accord universel de Paris sur le climat, adopté le 12 décembre 2015 à la COP21, de franchir le double seuil nécessaire à son entrée en vigueur* ».

Ce même 4 octobre, comme le cyclone Matthews approchant des côtes de St Domingue/ Haïti et du sud de Cuba, passait en catégorie 4 (210 à 250 km/h en rafales), le monde apprenait que ses élites l’avaient sauvé du désastre. Bientôt le Réchauffement Climatique serait un mauvais souvenir. Plus de températures infernales, de sécheresses dévastatrices, de banquises liquéfiées, plus de cyclones, d’inondations, de catastrophes extrêmes, le CO₂ et les gaz à effet de serre enfin maîtrisés, le climat dompté par l’homme moderne, par sa science et sa raison.

De l’autre côté de l’Atlantique un autre sauveur lançait quelques twits. L’Obamessiah de la Maison-Blanche multipliait les appels à son peuple, l’invitant à fuir les côtes au risque d’être englouti par une nouvelle manifestation diabolique de l’effet de serre anthropique. Les consignes étaient claires : toute personne habitant à moins de 160 kilomètres des côtes de la Floride, de la Géorgie, des Carolines du Nord et du Sud devait se retrancher au-delà de cette limite. La même migration était organisée dans les grandes îles de la région.

Ayant pris de la force au large de la Colombie, du Venezuela et de Curaça, Matthews fléchit vers le nord passant en catégorie 3 (178 à 210 km/h), puis en catégorie 4 et finalement, s’approchant de la Jamaïque, en catégorie 5 (plus de 251 km/h) ce qui le plaçait alors parmi les puissants ouragans de ces vingt dernières années. Justifiant les alarmes et les déclarations tonitruantes des “climatistes” qui y voyaient la confirmation de leurs théories sur le Réchauffement global. Sauf que, arrivant sur la Jamaïque, il avait déjà été rétrogradé en 4, faisant des dégâts relativement importants et épargnant les vies. Puis il traversa l’extrémité de la péninsule des Cayes dans le sud de Haïti, dont 350 000 personnes avaient été évacuées vers le nord est par la Mission des Nations Unies forte de huit hommes sous commandement brésilien. Il y eut un millier de morts. A St Domingue où des milliers de personnes avaient trouvé refuge dans le nord, on n’en compta que 4. Puis Matthews rétrogradait en catégorie 3 en traversant le sud de Cuba sans faire de victimes. Il croisait à 100 kilomètres au sud de la capitale des Bahamas, Nassau, revenu en 4^e catégorie, et prenait la direction de la Floride en réduisant considérablement d’intensité à mesure qu’il retrouvait des eaux plus fraîches pour n’être plus qu’un cyclone de première catégorie 48 heures

plus tard. Pourtant, Obama poursuivait ses imprécations sécuritaires, relayées par ses porte-parole des media en continu. Alors que les chiffres des victimes, Haïti excepté, étaient insignifiants et que les dégâts occasionnés étaient normaux pour un épisode cyclonique tropical. En revanche, des communiqués émanant de réseaux sociaux des Bahamas contestaient avec vigueur que l’île ait, ainsi qu’annoncé, pu subir des vents de plus de 200 km/h.

HAÏTI : ET L’HISTOIRE RABÂCHE

Aux Etats-Unis pourtant, les télévisions du sud-est étaient mises en alerte permanente, diffusant en boucle des communiqués alarmants dont il ressortait que l’évacuation était une question de vie et de mort. Et que ce cyclone, provoqué par le réchauffement climatique, était un des plus dévastateurs que le pays aurait connu.

Tandis que certaines dépêches affirmaient que « *Matthews avait abordé Haïti aux Anglais avec des vents de 250 Km/h* », Rick Scott, gouverneur de Floride, gobant toutes les rumeurs, devenait stressant : « *Préparez-vous pour le pire, espérez le meilleur* ». Ou bien « *Cette tempête va vous tuer*. » Avec un seul mot d’ordre : « *Evacuez, évacuez, évacuez* ». Scott, élu avec l’appui des Tea Parties, est loin de contester la théorie du réchauffement Climatique : « *Je ne suis pas un scientifique* » a-t-il coutume de répondre. Une atmosphère de panique largement entretenue par les responsables du FEMA agissant directement sur ordre d’Obama : « *Si on vous dit d’évacuer, ne perdez pas de temps. Vous pourrez toujours réparer et reconstruire*. » Le jeudi 6 octobre dans la matinée, l’agence urgentiste renforçait ses bulletins d’alerte, implorant le public d’évacuer. Au cours de l’après-midi du même jour, alors que le cyclone avait déjà largement baissé d’intensité, Obama décrétait la Floride en état d’urgence et 1,5 million d’habitants étaient évacués. Scott fit fermer Disney World, la première fois depuis 2004 et le passage du cyclone Charley, lui aussi de 4^e catégorie. Ce dernier ne fit que 15 morts dans la même région parcourue par Matthews, simplement il passa très au sud de Haïti. Dans les Antilles en somme les cyclones tropicaux en général ne sont dévastateurs que lorsqu’ils traversent Haïti. Il faudra peut-être qu’un jour les pleu-

reuses compassionnelles et antiracistes se posent les vraies questions.

Le vendredi 8 octobre dans la matinée Matthews touchait terre en Caroline du Nord sous forme de cyclone de première catégorie avec des vents maximums de 120 km/h. Son long périple de douze jours dans les Caraïbes aura engendré de gros dégâts essentiellement causés par les fortes précipitations. Ce fut surtout la côte sud de Haïti qui sera touchée alors que ni les vents ni les pluies n’y furent plus intenses qu’à la Jamaïque, St Domingue, Cuba et aux Bahamas, sans compter la myriade de petites îles qu’il survola. Le bilan sera de plus de 1 000 morts, dont 19 aux Etats-Unis, 1 en Colombie, 4 à St Domingue, 1 aux Grenadines et près de 1 000 à ... Haïti.

S’il fallait retenir une leçon de Matthews c’est bien celle-ci qui vient confirmer ce que deux siècles d’Histoire n’ont cessé de rabâcher. Ce n’est pas la nature qui est méchante avec les Haïtiens. Ce sont les Haïtiens qui sont méchants avec la Nature. Après avoir décapité et promené à bout de piques les 40 000 colons de l’île, femmes et enfants compris, ruiné un territoire qui avait été pendant ses deux cents premières années le joyau de l’empire français, déforesté et raviné un somptueux paysage, dont St Domingue, de l’autre côté de la frontière, toujours gouvernée par des Blancs, invite à toutes les comparaisons. Après qu’un seul de ses quarante présidents eut depuis la Révolution achevé sans tragédie son mandat, après que l’Haïtien n’ait jamais rien su faire d’autre que des enfants, la manche, l’imprécation et l’insulte, qu’il appelle littérature ou poésie, voici qu’il est devenu la victime expiatoire du Réchauffement Climatique, responsable de tous ses malheurs. Quand Matthews défonce « *80% des bâtiments* » ainsi que larmoient les gazettes, c’est de cabanes en tôles qu’il s’agit, plantées sur les plages ou au bord des ruisseaux qui à la moindre dépression tropicale se transforment en torrents.

Pendant trois ou quatre mois on va encore faire frissonner de compassion les imbéciles du monde entier. Jusqu’au prochain cyclone, jusqu’au prochain tremblement de terre, jusqu’à la prochaine épidémie de dysenterie. Et déverser sur cette nation mendicante et en guenilles des milliards de dollars et des porte-containers entiers remplis par la FAO. C’est de cela qu’ils survivent...

René BLANC.

Comment on passe du cyclone au Réchauffement Climatique

Lorsque les 28 et 29 octobre 2012 un cyclone de faible intensité (catégorie 2), *Sandy*, frappe 24 Etats de la Côte Est des Etats-Unis dont New York, on peut dire que, serait-il survenu un mois plus tôt ou un mois plus tard, il est probable qu’on n’en eût guère parlé. Même si les inondations qu’il provoqua entraînaient la mort de 66 personnes dans les Caraïbes et de 156 aux Etats-Unis. Au même moment des pluies diluviennes balayaient l’Argentine. Surtout deux événements concomitants furent aussitôt récupérés à fin de propagande par les théoriciens du Réchauffement Climatique. D’abord on était dans la dernière ligne droite de l’élection américaine prévue dix jours plus tard et ensuite se tenait au Pérou la Conférence internationale « *Inter-climat Lima 2012* » au cours de laquelle les “experts” du Climat insistèrent sur le caractère “extrême” de ces deux événements, conséquence du réchauffement des océans. Parmi eux, le biologiste mexicain Adrian Fernandez déclarait à l’AFP : « *Ces tempêtes sont un signal d’alarme et même si cela paraît un peu catastrophiste, la vérité est que l’impact (des changements climatiques) est déjà très grave et ne peut aller qu’en s’aggravant à l’avenir* ». Ce Fernandez- là est homme du Système jusqu’au bout des ongles. Il protège son fonds de commerce en défendant ceux qui le rémunèrent. Directeur de l’Initiative Climat pour les pays latino-américains (LARCI), il a notamment été dressé à l’Imperial College de Londres, enseigna à Harvard et occupa de nombreuses fonctions au ministère de l’Environnement mexicain. Se spécialisant enfin sur le changement climatique, l’effet de serre et le CO₂, Le LARCI, comme de nombreuses autres institutions servant à financer des organismes luttant contre le dioxyde de carbone et l’effet de serre anthropique, est une création de Fondations nord-américaines et de multinationales industrielles. Ici il s’agit d’une agence de Hewlett Packard, Climate Works. On trouve à sa tête les directeurs de OAK Foundation, lobby sexiste, strictement féministe qui se consacre à la lutte contre la société patriarcale. Ceux de la Fondation David et Lucille Packard (19^e plus riche Fondation américaine) au service de la contraception et du planning familial. Ceux de TPG Capital, un des plus gros fonds d’investissement au monde. D’Analysis Group, première firme américaine d’analyse économique et financière. Et surtout du Center for American Progress (CAP), le plus extrémiste des cercles de réflexion américains d’ultra-gauche, représenté par son directeur John Podesta, l’âme damnée d’Hillary Clinton, après qu’il eut été celle de Bill dont il fut le chef d’Etat Major de la Maison-Blanche, avant de prendre la présidence de son Conseil. Il est le personnage le plus influent du parti Démocrate et de la présidence des Etats-Unis depuis huit ans. L’actuelle directrice du CAP, Neera Tanden, est une Hindoue d’ultra-gauche qui travailla pour Dukakis, Hillary Clinton et Obama dont elle fut la cheville ouvrière du Plan Santé tellement contesté appelé Obamacare.

Cet Adrian Fernandez, Mexicain de surcroît, n’occupe pas par hasard les fonctions qui sont les siennes. Et lorsqu’il s’exprime ce n’est certainement pas à son titre de biologiste.

Jim REEVES.

Les Démocrates ont-ils voulu refaire avec Matthews le coup fourré de Sandy ?

Nous sommes à dix jours de l’élection présidentielle américaine de novembre 2012. Les deux candidats sont au coude à coude. Mais à la suite du premier débat au cours duquel le Républicain a été brillant, l’autre misérable, Romney a pris une avance confortable. Dans le dernier RIVAROL d’octobre nous écrivions : « *Il reste une dizaine de jours avant l’élection et pour le moment c’est Romney qui a le vent en poupe. Pour Gallup il mène de 7 points. Pour Politico il vient de prendre la tête, 49/47, et passe la barre critique des 50 dans les Etats décisifs contre 48 au sortant* ». (Riv 27/10/12). Et puis les 28 et 29 octobre survint Sandy qui, rétrogradé en catégorie 2, fit 156 morts dans 24 Etats de l’Est des Etats-Unis. Mais, à dix jours des élections, l’énormité du matraquage médiatique orchestré par la Maison-Blanche autour du Réchauffement Climatique — Obama étant un “climatiste” et Romney un “sceptique” — mérite d’être rappelé, tant le scénario semble s’être répété avec Matthews. Sans omettre de souligner que pour la plupart des scientifiques, si on peut clairement trouver des liens entre les cyclones tropicaux et l’ENSO (El Niño, El Niña), ce n’est pas le cas entre ces phénomènes et le Réchauffement Climatique. Tous les relevés le montrent, depuis une dizaine d’années dans l’Atlantique les ouragans ont été beaucoup plus rares et de force plus limitée contrairement aux prévisions du GIECC. Les deux candidats décidèrent d’un commun accord de suspendre leur campagne. Sauf qu’Obama prit prétexte de sa fonction pour renforcer sa présence médiatique. A la veille de Sandy, précisions-nous, « *Gallup donnait (à Romney) une avance de 3 à 5 points (et) un indiscutable élan à sa campagne. Tous les sondages durent le signaler. Jusqu’à la super-méga tornade médiatique, propulsant au pas de course pendant trois jours le président revêtu d’un blouson d’aviateur portant calicot des armées américaines. Transformé en chef de guerre, se déplaçant de toutes parts sur la côte, suivi par des cohortes de caméras filmant selon les prescriptions de la Maison-Blanche, recevant le soutien de deux arnaqueurs de la politique politicienne américaine, Chris Christie, l’obèse gouverneur du New Jersey qui depuis des mois, sans oser se présenter, dénonçait l’incompétence de Romney et le milliardaire juif new-yorkais Bloomberg, qui depuis longtemps avait claqué la porte du Parti Républicain*. » Or, deux jours après que la campagne eut repris, à trois jours de l’élection, Gallup dut en convenir, le « héros de Sandy » avait rattrapé son adversaire. Dans l’est du pays, frappé par l’ouragan, il avait repris 6 points. Depuis, on sait que tout cela fut d’abord de l’esbroufe. Sandy évidemment n’avait rien à voir avec le Réchauffement Climatique. Cyclone de petite intensité mais d’une très grande surface, il s’était surtout abattu sur une ville construite en dépit du bon sens, New York, de 8,5 millions d’habitants et d’une densité de 11 000 habitants au km².

Quatre ans plus tard, dans le même créneau saisonnier, les Démocrates ont, semble-t-il, tenté de renouveler avec Matthews le superbe coup fourré de Sandy.

J. R.

Terroriser la population

Grosse colère des “alarmistes” du GIEC, des Démocrates et des météorologues qui appartiennent à l’Organisation Météorologique Mondiale (WMO). Avant même que Matthews arrive à hauteur de la Floride, Matt Drudge, créateur du puissant site Internet conservateur Drudge Report, faisait part de ses doutes concernant la réalité des données diffusées par la WMO, le NOAA et le National Hurricane Center. Ne cachant pas qu’il y voyait une récupération de Matthews au profit du Réchauffement Climatique — un des chevaux de bataille de Clinton. Il osera twiter : « *Les “déplorables” commencent à se demander si le gouvernement ne leur a pas menti sur l’intensité du cyclone Matthews, afin de marquer un point exagéré sur le climat*. » Clinton qualifiant de “déplorables” les électeurs de Trump.

Dans le même temps un présentateur météo vedette de la Fox de Miami, Shep Fox, répétait en boucle : « *Si Matthews se décale de 30 kilomètres vers l’ouest, vous et tous ceux que vous connaissez serez morts. Parce que vous ne pourrez survivre. Ce n’est pas possible à moins que vous ne soyez très, très chanceux. Et vos enfants aussi mourront*. » Une vieille dame qui lui explique qu’elle refuse de quitter sa maison s’entend répondre : « *Qu’il n’était pas question qu’on lui paie ses obsèques*. » Brian Norcross du Weather Channel, passé chez les “climatistes”, s’exalte : « *Certaines régions de la Floride n’ont jamais été frappées par un ouragan aussi puissant. Ne croyez pas que vous survivrez si vous décidez de rester*. » Pures affabulations.

De l'autosuffisance alimentaire aux dégâts du productivisme

AUJOURD'HUI, du poulet en batterie au cochon industriel, notre alimentation est de plus en plus standardisée, aseptisée, au goût uniforme et comporte des risques pour l'Homme. Nous sommes, désormais, sous l'hégémonie des transnationales alimentaires et liés au système productiviste qui menace notre environnement et les consommateurs. Comment en est-on arrivé là et que faire pour un salutaire retour aux produits du terroir ? Reprenons le fil des événements des 70 dernières années pour mieux comprendre.

1/ Les années 1945-1958

En 1945, la France était encore rurale (10 millions d'agriculteurs ou plutôt de paysans) et les traditions ancestrales bien vivantes (aujourd'hui, ils ne sont guère plus d'un million soit 4 % de la population et 10 % des actifs), mais il fallait reconstruire et développer notre agriculture pour produire plus afin de satisfaire nos besoins alimentaires. A l'époque la France agricole est faite de petites exploitations non mécanisées, de surfaces non remembrées (parcellaires) et elle connaît encore les cartes d'alimentation.

Le véritable tournant se produit en 1957 avec le Marché Commun mais dans le cadre du Plan Marshall ce qui permettait aux Etats-Unis l'entrée massive en Europe du maïs et du soja sans droits de douane. Les producteurs se précipitèrent sur ces plantes "miracles" venues d'ailleurs !

Dès lors, va prédominer l'idéologie taylorienne et fordiste c'est-à-dire l'industrialisation de l'agriculture (par exemple l'élevage hors sol) avec des soutiens dans les milieux agricoles.

Il convient de signaler, toutefois, dans les années 1950, l'opposition de la JAC (Jeunesse agricole chrétienne) hostile aux conservateurs et aux communistes. Elle voulait rompre avec l'image du "cul-terreux" et du "plouc" tout en modernisant l'agriculture : son symbole était à côté de la ferme la maison individuelle du jeune couple. Mais la JAC se heurta à la puissante FNSEA où s'étaient reconvertis beaucoup de corporatistes vichystes. Ce syndicat qui se voulait unique fut très vite sous contrôle des plus riches (céréaliers, betteraviers). Il devint un groupe de pression institutionnel avec l'accord des gouvernements. Il allait gérer avec les chambres d'agriculture et le Crédit agricole toute la politique de ce secteur. Ainsi la SAFER, organisme paritaire de fonctionnaires et de paysans, possédait la mainmise sur la rétrocession des terres ; résultat 60 % des exploitations de moins de 20 hectares allaient disparaître entre 1967 et 1997 et celles de plus de 50 hectares seraient multipliées par deux. Le mécanisme de la modernisation était enclenché selon le triptyque : aide, endettement, exode rural (la fameuse « diagonale du vide » de la Meuse aux Landes : 30 hab/km²). A la fin des années 1970, la FNSEA devint la grande prêtresse du productivisme malgré quelques résistances (comme le MODEF communiste).

2/ Les années 1960-1970

Elles voient le triomphe de la logique productiviste et même de la surproduction. Les objectifs fixés étaient les suivants :

- autonomie alimentaire en France et en Europe
- production de denrées au plus bas prix, protection face à la concurrence de certains produits (vins, sucre, lait et viandes...)
- parité des revenus des agriculteurs avec les salariés citadins. C'était la PAC (politique agricole commune) soutenue par le lobby puissant des céréaliers et betteraviers.

Cela impliquait :

- la spécialisation de la production contraire à l'autonomie procurée par la polyculture
- une agriculture intensive avec une mécanisation de plus en plus chère et consommatrice d'énergie fossile non renouvelable
- la course à la rentabilité. Le savoir-faire ancestral était nié, la nature se pliant aux machines (parcelles remembrées, haies arasées, fossés comblés) d'où l'érosion des sols, la couche d'humus diminuée, la faune et la flore atteintes, l'écosystème affecté.

la disparition des races rustiques cédant la place à celles spécialisées génétiquement (mais les vaches laitières traditionnelles vivaient plus de 10 ans, les autres moins de 5 ans).

Le Crédit agricole avec ses prêts et les firmes agro-alimentaires incitaient à adhérer à cette politique avec pour conséquences : un investissement spécialisé, l'endettement, la restructu-

ration, la prolétarianisation des petits paysans. Dès lors, il faut toujours produire plus pour payer ses dettes. Dans les années 1970, on assiste à une crise de surproduction et au dépeuplement des campagnes.

3/ Les années 1970-1980

On passe de la surproduction au productivisme. L'Europe croule sous les excédents (montagnes de beurre, de lait, de céréales et de viandes bovines) et les frais de stockage mais le système infernal : maïs, soja, béton (pour l'élevage) perdure. Le Crédit agricole devient la 1ère banque d'Europe et finance 80 % des paysans. D'où une fuite en avant favorisée par le tournant libéral d'ouverture aux marchés. Notons que depuis les années 1960, l'autosuffisance alimentaire est atteinte. Après le choc pétrolier de 1973, Giscard parle de « l'agriculture, pétrole vert de la France » (la PAC subventionne les exportations). L'influence des filières agroalimentaires, des industries, des coopératives agricoles et celui de la grande distribution (qui impose ses prix aux paysans) pèse de plus en plus. C'est le début de la consommation de masse et de la malbouffe dont MacDo est le symbole mais aussi des risques alimentaires massifs pour les consommateurs et les paysans eux-mêmes. Les dégâts causés par les cultures intensives sont graves : il faut de plus en plus d'engrais, de pesticides (la France est le 2ème consommateur mondial après les Etats-Unis, le premier en Europe), de produits phytosanitaires contre des parasites résistants et d'eau pour la culture du maïs. Celle-ci est polluée par les nitrates, les sols aussi et les paysages sont dégradés...

Autres aberrations : le dopage utilisé dans l'élevage, les vaches nourries aux farines de moutons, avec des résidus de fosses septiques ; on a recours aux antibiotiques, aux améliorations génétiques. L'élevage hors sol, en batterie, est un univers concentrationnaire, les maladies infectieuses s'y développent (traitées aux antibiotiques) avec des incidences sur l'homme. Un tel élevage produit des races amorphes et dénaturées. Il faut savoir qu'un Français consomme 1,5 kg par an de produits chimiques, de colorants, de résidus d'engrais et de pesticides.

4/ L'impossible réforme dans le cadre du néo-libéralisme : 1980 / années 2000

Les succès du productivisme sont mis en exergue. Dans le cadre de la PAC, la France est devenue le 1^{er} producteur de l'UE, le 2^e exportateur mondial de produits agricoles, sa balance commerciale connaît, par exemple en 2002, un excédent de 9 milliards d'euros, presque autant que le secteur de l'automobile ou que celui de l'aéronautique. Toutefois, la moitié des subventions sont versées à 5 % des exploitants

agricoles, souvent les plus riches. Quelques chiffres encore : la production de blé a été multipliée par 3 en 40 ans, celle de porc par 2, celle du maïs par 13 ; de 1950 à 1980, la production agricole a été multipliée par 7 mais il y a 10 fois moins d'agriculteurs.

Cependant, un revirement apparent se fait jour. Désormais la Commission européenne de Bruxelles demande de préserver les paysages : retour aux pâturages, aux haies brise-vent mais perdure toujours la logique agricole libérale au moyen d'aides directes compensatrices de revenus (céréales, bovins). Certains secteurs sont délaissés : porc, volailles, fruits, légumes et vins et voués à la concurrence et au "dégraissage", conséquence du système de libre-échange dérégulé (en 3 ans, 6 millions de terres cultivables ont disparu dans le monde d'où désertification et 800 millions de personnes souffrent de malnutrition). En Occident les scandales se multiplient : vaches "folles" à cause des farines douteuses, idem pour les poissons d'élevage ou le poulet à la dioxine ou l'eau minérale polluée au benzène... Aujourd'hui, on ne cultive plus en fonction du ciel et de la terre mais pour maîtriser la Nature (par exemple l'hydroponie pour le maraîchage : la plante est séparée de la terre, les sucs nutritifs sont versés directement sur les racines). C'est la fin de l'agriculture de subsistance et d'une civilisation millénaire (déjà Henri Mendras en 1967 avait publié *La Fin des Paysans*). Le Maréchal Pétain disait en 1940 : « la terre, elle, ne ment pas. Elle demeure notre recours. Elle est la patrie elle-même. Un champ qui tombe en friche c'est une portion de la France qui meurt. Une jachère à nouveau emblavée, c'est une portion de la France qui renaît ». Ce temps paraît aussi lointain que le paradis perdu.

Alors que faire ? Nous devons récuser cette malbouffe apatride venue de nulle part à base de colorants, de conservateurs, de stabilisateurs, de produits retenant l'eau. Tout cela est le résultat de la logique financière néo-libérale et du mondialisme qui conduisent au productivisme incontrôlé.

5/ Les solutions

Aujourd'hui la PAC contraint la France à réduire ses productions (quotas) et à augmenter ses importations (via les Etats-Unis) d'où un état de dépendance inacceptable. Il faut en sortir et sauver l'activité agricole. La population vieillit comme celle des marins pêcheurs dont la moyenne d'âge est de 50 ans. Pour 4 départs à la retraite, il y a une seule installation, beaucoup de célibataires et 38 % des paysans ont un revenu inférieur au SMIC. Nous avons 700 000 exploitations pour 1 million d'actifs à temps plein (pour la pêche 25 000, soit moins 10 % en 10 ans). Les prix sont alignés sur le marché mondial et livrés à la spéculation ; quant

aux sacro-saintes subventions, elles peuvent être supprimées par Bruxelles (voir l'exemple actuel du vin). Le système génère inégalités, servitudes et disparition des paysans. De nos jours, les capacités agraires suffisent à notre sécurité alimentaire.

- Nous devons :
- opter pour la préférence européenne et rétablir une protection douanière pour certains produits,
 - garantir un revenu équitable aux agriculteurs (avec des prix minimum garantis en soutenant les cours si nécessaire),
 - revaloriser les retraites agricoles trop faibles,
 - réduire les charges fiscales, sociales et successorales,
 - envisager un moratoire pour l'endettement afin de sauver certaines exploitations,
 - desserrer le carcan de la bureaucratie
 - prévoir une loi anti-trusts contre les centrales d'achats et la grande distribution qui dictent leurs lois,
 - mettre fin aux monopoles pour les semences et les inséminations,
 - développer la pluri-activité pour les petits paysans et la pluralité syndicale (entre la FNSEA et José Bové).

Surtout nous devons privilégier les produits de qualité (rappelons qu'une vache est herbivore et non carnivore) et il faut réduire l'utilisation d'engrais et des pesticides nuisibles à la santé. Bref il faut promouvoir l'agriculture de terroir, la tradition et l'excellence, en un mot le « Bien Manger ».

Brillat Savarin disait : « la destination des nations dépend de la manière dont elles se nourrissent ». Il faut accroître les appellations d'origine et les labels avec une protection juridique comparable à celle des brevets ; maintenir la fabrication traditionnelle (fromage au lait cru, charcuterie artisanale...) et développer la filière biologique ; bien sûr, prohiber le boeuf aux hormones et les OGM tant que leur innocuité ne sera pas démontrée.

Il faut retrouver l'harmonie dans la nature et nos campagnes. La Terre de France a été façonnée par le travail, la sueur et parfois le sang des millions d'hommes qui nous ont précédés sur notre sol. Les paysans sont les gardiens de cet héritage, le lien entre le peuple et sa terre comme les marins avec la mer. Ce sont nos racines et nos ancres. L'écologie doit tendre à la conservation de notre patrimoine naturel mais elle implique aussi la défense de notre identité qui constitue un tout : ethnique, culturel et naturel. Protégeons la faune et la flore mais aussi notre peuple et notre civilisation. Ainsi nous perpétuerons la France des terroirs et des clochers.

Bernard de MASSANES.



Nocturama étonne par son titre étrange, qui évoque une forme de spectacle ou de fête nocturne. *Nocturama* traite d'une nuit de terreur dans Paris, envisagée sous l'angle du divertissement, et pour les acteurs, et pour les chaînes de télévision dites d'information. Le titre est une des rares qualités du film ; il est pourtant accidentel, causé par les dramatiques événements récents dans la capitale. Le titre initial ironique *Paris est une fête* ne pouvait décidément plus passer. La sortie avait été repoussée. Le film a quand même fini par être proposé sur les écrans. Son sort a donc été plus favorable que celui de *Bastille Day*, film d'action pure traitant d'une vagues d'attentats terroristes dans Paris ; *Bastille Day* avait en effet été retiré des salles sitôt sorti en juillet dernier. Les cinéphiles n'ont probablement rien perdu, mais cette censure scandaleuse pour le principe a participé du négationnisme obligatoire sur la réalité du péril islamiste en France.

Comme il ne traite pas du terrorisme islamiste, mais du terrorisme d'extrême-gauche, *Nocturama* a donc réussi à passer de justesse la censure. *Nocturama* propose indiscutablement un véritable sujet. Il existe toujours au moins une tentation terroriste à l'extrême-gauche. Le gouvernement socialiste actuel la néglige totalement. Il a été forcé, bien malgré lui, de s'intéresser au danger islamiste. Il a obstinément voulu découvrir un péril d'extrême-droite, considéré d'abord comme un danger unique, puis comme une menace parallèle au péril islamiste. Mais le gouvernement socialiste ne veut surtout rien voir comme péril d'extrême-gauche. Il n'y aurait dans cette mouvance que de gentils utopistes, de supposées forces de progrès, à ne surtout pas vexer

Nocturama (●)

pour mobiliser au second tour en faveur du candidat socialiste contre un supposé péril réactionnaire de droite, inexistant bien sûr chez les Républicains, ou même chez les néo-Frontistes, dont les références sont désormais puisées massivement dans l'imaginaire de gauche.

La violence politique est une grande tradition de l'extrême-gauche ; elle a été pratiquée par des marxistes-révolutionnaires — ou leurs concurrents anarchistes — dans le monde entier, depuis plus d'un siècle ; le mouvement n'a plus la dimension des années 1970, absolument pas, mais il pourrait renaître, à travers un basculement des dizaines de groupuscules surexcités de la mouvance, qui étalent en toute impunité leurs appels à la violence. Si un mouvement d'extrême-droite en faisait la dixième, ne serait-ce que dans la véhémence verbale, tous les camarades seraient arrêtés, emprisonnés, pour de longues années...

Que propose précisément le scénario de *Nocturama* ? Une cellule terroriste d'une quinzaine de membres passe à l'action. Ils sont de toutes les couleurs et de tous les milieux sociaux, ce qui tient de l'idéalisation douteuse, du point de vue de la gauche. La facilité avec laquelle ils se rassemblent, s'entraînent, s'approvisionnent en explosifs et pistolets, s'avère, elle, c'est un comble, plus crédible. Ces terroristes n'avaient absolument pas été surveillés en amont, ce qui correspond à la cécité gouvernementale volontaire actuelle. Le groupe frappe donc Paris en une seule nuit avec quatre attentats terroristes simultanés. Les cibles choisies sont des symboles du capitalisme, du pouvoir politique, du patriotisme. Sont donc visés une tour abritant une

grande banque, la Bourse, le ministère de l'intérieur, la statue de sainte Jeanne d'Arc. Cette dernière est celle célèbre sise Place des Pyramides, à proximité du Louvre, fleurie tous les ans pendant des décennies par Jean-Marie Le Pen et les différents chefs de groupements nationaux. Les vingt premières minutes peuvent intéresser. Il faut seulement déplorer la nullité des effets spéciaux : les explosions montrées à l'écran sont ridicules.

Après cette première partie intéressante, il ne se passe plus rien à l'écran. Les terroristes, idée singulière, passent la nuit par effraction dans un grand magasin fermé. Ils y effectuent une interminable série de sottises dans un temple de la consommation. Ils se livrent à une ébauche de pillage, une franche débauche alimentaire. Un jeune homme se prend à faire des propositions homosexuelles ; il est repoussé. Pruderie révolutionnaire passée de mode ? Les références à de nombreux films abondent, dans une succession de quasi-sketchs peu réussis. La thèse perceptible est que les anticapitalistes ne seraient que des frustrés de la consommation. Non, c'est ne pas les comprendre. Il y a en eux un dangereux fanatisme. La police ne fera absolument pas preuve de discernement ni de retenue dans son assaut, sur ordre explicite d'un double de Manuel Valls.

Le réalisateur de *Nocturama* a donc complètement saboté, et ce volontairement, une bonne idée de départ. Ce navet, car les ¾ du film sont inintéressants au possible, absurdes, a pour seul mérite, et ce n'est pas rien, de rappeler la persistance du danger terroriste d'extrême-gauche en France.

Nicolas BERTRAND.

Qui était Louis Pergaud, l’auteur de *La Guerre des Boutons* ?

BERNARD Piccoli nous offre, aux excellentes éditions Pardès, une biographie passionnante et émouvante de Louis Pergaud, grand écrivain, auteur de *La Guerre des boutons*, qui aurait pu devenir un immense écrivain si la guerre, la vraie, ne l’avait pas fauché.

L’ENFANCE DE LOUIS PERGAUD

Louis-Emile-Vincent Pergaud naît le 22 janvier 1882 à Belmont, petit village du Doubs, d’une centaine d’habitants. Son père, Elie, est l’instituteur du village. Il vivra, avec son frère Lucien, dans une tendre ambiance familiale. La maison abritait hommes et bêtes sous le même toit, raconte Bernard Piccoli, « *un grand toit qui n’en finissait plus et qui retenait d’innombrables odeurs, toutes plus savoureuses les unes que les autres : celle irritante mais enivrante du foin ; celle, tiède et prenante, de l’étable ; celle, âcre, mystérieuse et obsédante, de la grande cheminée* ». Sa grand-mère lui fait découvrir le monde de la ferme et lui raconte des histoires d’animaux qui le marqueront à jamais. Louis n’oubliera pas davantage les retours de son père, grand chasseur. Et puis, il y a ces hivers merveilleux... La nature, les prés, les champs, les bois, les bêtes feront désormais totalement partie de son imaginaire. Hélas, tout cela a une fin. Il est âgé de sept ans quand son père est muté. Sa peine est profonde. Et puis, les années passent. Voici le certificat d’études, un examen important, puisqu’il permettait d’intégrer certains postes dans l’administration. Certains lecteurs de RIVAROL ont peut-être vu, cet été, dans *Valeurs actuelles*, des exemples de questions et de problèmes posés aux candidats, il y a bien longtemps. Peu d’entre nous (à commencer par moi) pourraient aujourd’hui espérer décrocher le certif... Mais Louis Pergaud se révèle des plus bril-



lants. Il est proclamé premier du canton d’Orchamps-Vennes sur 85 candidats. Heureuse vie qu’il évoquera dans la préface de *La Guerre des boutons* : « *J’ai voulu restituer un instant de ma vie d’enfant, de notre vie enthousiaste et brutale de vigoureux sauvages* ». Et le voici au collège. C’est décidé, Louis deviendra instituteur, comme son père. Ses résultats scolaires sont excellents et puis, la contrée est giboyeuse ! Ce jeune adolescent enjoué, farceur, plein de vie, va décrocher la première place au concours d’entrée de l’Ecole normale de Besançon. Mais la camarade ne va pas tarder à frapper. Le 20 février 1900, son père décède. Un mois plus tard, il perd sa mère. Le voici orphelin. Son caractère change. Lui, si enjoué, devient taciturne, replié sur lui-même. Il s’isole, il est triste.

LA DÉCOUVERTE DE LA POÉSIE

Il va découvrir la poésie, et notamment les poèmes de celui qui deviendra son grand ami, marqué par une enfance malheureuse, Léon Deubel. Le voici instituteur. Il ne possède pas vraiment l’âme enseignante. Sa vraie préoccupation est la poésie. Il rime à tout va. Il est devenu un fervent admirateur de Léon Deubel. Vient le service militaire. Nous sommes en novembre 1902. Pas une expérience follement enthousiasmante... Il écrit : « *Oh ! Etre libre, affronter l’inconnu. Partir, partir !* ». Et, à la surprise générale, il se marie. Un mariage qui se révélera malheureux. Marthe est, si l’on en croit l’auteur de cette biographie, une Poison. Le témoin est Léon Deubel qui signe ainsi le registre municipal : « *Léon Deubel, homme de lettres domicilié à Palerme (Sicile)* ». Une ville où il n’a jamais mis et ne mettra jamais les pieds ! Pergaud va faire paraître, à 22 ans, son premier recueil de poésie, *L’Aube*, dont voici quelques vers : « *En mon âme l’Aube va naître*

/ Il est des fleurs sur ma fenêtre / Et des gazouillis dans mon cœur. » Insuccès total... Louis Pergaud, qui est républicain et agnostique dans une terre qui ne l’est pas, subit les avanies de nombre des habitants de son bourg. Il écrit à un de ses amis : « *Je suis depuis quatre mois à Landresse, un pays ultra-chouan où je me rase à l’infini. Bien que je fasse ma classe consciencieusement, j’ai déjà, parce que je ne vais pas à la messe, toute cette plèbe puante contre moi.* » Mais il rencontre Delphine, Minne, qui sera le grand amour de sa vie. Il lui dédie ces vers : « *Le soir qui réunit nos âmes et nos lèvres / En un baiser muet longuement espéré, / N’avons-nous pas conquis en cet instant sacré / Tous les bonheurs perdus dont le Destin nous sèvre ?* » Pergaud écrit des poèmes par dizaines et collabore à de petites revues. Bientôt, un autre monde va s’ouvrir à lui : Paris

A NOUS DEUX, PARIS !

Pergaud avait invité son grand ami Deubel à venir passer quelques jours chez lui alors qu’il vivait encore avec Marthe. Réponse du poète : « *Il n’est pas question de te retrouver tant que tu seras avec ton démon de femme ! C’est à toi de venir.* » Et c’est ainsi que Pergaud “monta” à Paris... Sans doute, dans le train, eut-il, comme l’imagine son biographe, les premières idées de son célèbre poème, sans doute le plus beau : « *J’ai grandi, libre et sain, comme un arbre en plein vent, / L’air vif de la Comté tanna ma rude écorce / Et, gonflant de santé les bourgeons de ma force, / Me fit un front farouche avec un cœur d’enfant.* » Il quitte son métier et se retrouve avec un poste des plus modestes de secrétaire à la Compagnie des eaux. Il s’installe avec Delphine et... Deubel dans un tout petit appartement. Cela ne durera pas. Delphine se plaint gentiment d’un manque certain d’intimité...

Et puis, le voici qui fait paraître un nouveau livre de poésie, *L’Herbe d’avril*. Il aura un timide succès d’estime. Ses ennuis financiers sont grands. Il n’a guère la tête à la poésie. Mais voici l’arrivée de Toto ! Toto est un jeune chaton angora abâtardi, chéri par Louis et Delphine. Mignon comme tout ! Et Pergaud de trouver sa voie avec de magnifiques contes animaliers, dont « *La tragique aventure de Goupil* » qui paraîtra dans la prestigieuse revue du *Mercur* de France, dont Paul Léautaud était le secrétaire : un succès. Un critique écrira : « *On pense à Kipling, et pourtant, c’est aussi original que possible* ». Il va, sur les conseils de son ami Deubel, abandonner la poésie et se consacrer au monde de nos frères “inférieurs”. Sa fertile imagination l’amènera à dépeindre la fouine Fuseline, Nyctalette, et tant d’autres qui lui apporteront le succès... Nous sommes en 1909 et voici qu’apparaissent Roussard le lièvre, Margot la pie, Guerriot l’écureuil, Rana la grenouille, et leurs aventures.

LE PRIX GONCOURT !

En juin 1910, *Margot la pie* crée l’événement. Les lecteurs du *Mercur* sont enthousiastes. La plupart des critiques aussi. Charles Callet écrit : « *Les animaux ont enfin leur Balzac. Ces récits ont une extrême valeur* ». De *Goupil* à *Margot* va, ce qui est incroyable pour un auteur quasi inconnu, obtenir le prix Goncourt ! Il est vrai qu’il avait bénéficié d’appuis de poids, dont celui de la grande et sulfureuse Rachilde, qui écrivait : « *Il y a quelques feuillets qui sentent bon l’herbe sauvage, et n’ayant rien de commun avec le velours de coton des squares parisiens. Ce pauvre Goupil me semble un martyr, autrement intéressant qu’une petite ou grosse femme de lettres défaillant sur le canapé des maisons de passe.* » On trouve évidemment les mauvais coucheurs, tel celui qui déclare martialement : « *Les instituteurs ne sont pas payés par le contribuable pour faire de la littérature* » ! Mais la déclaration la plus élégante vient de son rival malheureux, Gaston Roupnel, qui écrit : « *Pergaud a su donner une âme aux bêtes, alors que moi, j’ai du mal à en donner aux hommes.* » Ce triomphe ne le change pas. Paul Léautaud le décrira ainsi : « *Pergaud est contre la cheminée, seul, modestement, simple. Pas la moindre pause, l’air de se mettre en vue. L’air et la mine d’un brave garçon dont le succès n’a changé ni*

la mise, ni les manières. » Et puis, il y aura *La Guerre des boutons* qui apportera, bien plus tard, une célébrité mondiale à Pergaud, avec le film d’Yves Robert, paru en 1962. Mais Pergaud ne se contente pas de son chat Toto. Le voici qui récupère un geai borgne qui sera un de ses compagnons. Il l’appellera Jacquot et il lui parle comme à une personne tandis que le chat Toto roupille... La situation financière de Pergaud est très précaire : un procès perdu, une pension alimentaire, bref, il est quasiment dans la misère. Quant à son ami Deubel, n’en parlons pas. Il avait fait du dernier ouvrage de Maeterlinck, *La Mort*, son livre de chevet, disant à Delphine que la mort n’avait rien d’effrayant ni de triste. Une scène effarante, digne d’un film fantastique, est racontée dans le livre. Le grand ami de Pergaud, miséreux et inadapté à la vie sociale, va disparaître dans tous les sens du terme. Le 12 juin 1913 il se suicide à 34 ans en se jetant dans la Marne après avoir brûlé tous ses manuscrits. Louis Pergaud, la voix étranglée par l’émotion, prononcera l’éloge funèbre de celui qui avait dit : « *S’ils vivent vieux, les poètes meurent généralement dans la misère. Il faut savoir partir à temps...* » Pergaud se démènera pour offrir une tombe de pierre et une concession à perpétuité au malheureux poète...

LA GUERRE ET LA MORT TRAGIQUE À 33 ANS

Pergaud continue à écrire, toujours dans la même veine. Il met fin, mi-janvier 1914, à « *La vengeance du bouc* », puis à celle du « *Père Jourgeot* ». Mais l’inquiétude gagne. La guerre est proche. Pergaud, en bon jaurésiste, veut encore croire en la possibilité d’une paix. Hélas, l’affreuse guerre civile européenne ne va pas tarder à éclater. Le sergent Pergaud écrit tous les jours à sa chère Delphine. Celui-ci, évoquant son anniversaire, 33 ans, griffonne sur son carnet : « *Comme le temps passe vite, Bon Dieu !* » C’est du Brasillach... Le 28 mars, il confie sobrement à son carnet : « *Notre secteur n’est qu’un cirque sanglant* », mais se garde bien d’affoler Delphine, à qui il écrit : « *Nous avons un peu de travail, ces jours-ci. Rien de grave, mais un peu embêtant.* » Mais ces affreuses ganaches continuent à faire couler le sang français, lançant des offensives ineptes. Abel Ferry, le rapporteur du gouvernement, est lui-même scandalisé : « *Je reviens de la Woëvre, éccœuré de l’aisance avec laquelle ces égoïstes vieillards que sont les généraux sacrifient des milliers d’hommes* ». En début avril, Louis Pergaud écrit ce mot émouvant à Delphine : « *Peut-être, enfin, reverrons-nous les champs reverdir et les fleurs pousser.* » Bientôt, ce sera la fin. Pergaud écrit une dernière lettre à Delphine : « *Je te conterai plus tard des histoires émouvantes et terribles et de gaies aussi. En attendant, il faut s’armer de patience et de courage.* »

Le 166^e dont fait partie Pergaud, sans grenades, lance l’offensive en pleine nuit, dans un secteur qui lui est inconnu. Il fait face à une tranchée ennemie bétonnée, protégée par un triple réseau de barbelés, et face à des mitrailleuses de flanquement bien abritées. Les troupes assaillantes seront bien entendu décimées. Pergaud tombe, blessé au pied. La suite est terrible. Les Français et les Allemands négocient, comme cela se pratiquait, l’évacuation des blessés français qui seront, bien sûr, considérés comme prisonniers. Et voici que les artilleurs français se mettent à tirer. On ne reverra plus jamais Louis Pergaud, sans doute mort sous des obus français... Est-il mort comme Goupil, le renard, ou comme Roussard le lièvre, ou encore comme Guerriot l’écureuil, Margot la pie, Fuseline, la fouine ou encore Rana, la grenouille ? Ce qui est certain, c’est qu’un merveilleux écrivain, à l’aube de sa carrière littéraire, venait de disparaître ce 8 avril 1915, dans cette guerre imbécile et absurde dont la France et l’Europe n’ont pas fini, cent ans plus tard, de payer le prix.

R. S.

Bernard Piccoli, collection Qui suis-je ? **Pergaud**, 121 pages, 15 euros franco, Pardès, 44 rue Wilson, 77880, Grez-sur-Loing.

Les écrivains peu connus

Daniel Mauroc

Daniel Mauroc est né en 1926 à Paris. Son père dirige une petite maison d’édition. Vivant à Paris puis à Toulouse, il traverse en 1942 l’Espagne pour rejoindre Londres. Il a seize ans et voyage en compagnie du maître du Grand Orient de France qui lui permettra de rencontrer De Gaulle. Eric Dussert (*156 portraits d’écrivains oubliés*) raconte que dix minutes d’entretien convainquent le jeune homme que les militaires, fussent-ils en exil, ne sont pas forcément très sympathiques. Et De Gaulle encore moins. Il s’enfuit en courant. Il va entrer, très jeune, à la BBC où il tient une chronique quotidienne d’actualité à partir de 1943. Et puis, il rentrera à Paris, à la fin de 1944. Il écrit dans des journaux, des revues, sans attache fixe. Il est pigiste. La presse, pléthorique à cette époque, lui offre de multiples opportunités pour s’exprimer. Il écrit des poèmes et surtout publie des pièces de théâtre. Etre publié est certes valorisant, mais que la pièce soit représentée, c’est mieux. Ce fut le cas de pièces de Daniel Mauroc qui voua dix ans de son talent à l’art dramatique. Le 6 mai 1954, la première des *Poutres* est donnée au théâtre de la Huchette. Et puis, il y aura *La neige cambriole*. Et puis des poèmes, tel *Tam-Tam blanc*. Et puis un récit, *Contre-amour* (1952), préfacé par Albert Camus. Il commence à être connu.

A vingt-trois ans, il fonde une revue, *Janus, cahiers mensuels de la jeune poésie française et américaine*, qui paraîtront de mars 1950 à l’automne 1951. Il a su attirer de belles plumes, pour certaines déjà reconnues. Citons Henry Miller, René Fallet, Patrice de la Tour du Pin. Il publie aussi James Baldwin, qui deviendra célèbre, mais qui n’avait alors rien publié et zonait dans des hôtels minables de Saint-Germain-des-Prés. Et voici que Daniel Mauroc, attiré par New-York, se décide d’aller y vivre. Cet amoureux des rues et des

cafés va y vivre dix ans pendant lesquels il fréquentera la crème du monde littéraire et artistique. Il côtoie Allen Ginsberg, William Burroughs, Jack Kerouac, Ted Hughes ou encore Andy Warhol. De retour à Paris au début des années 1970, il entreprend de traduire les meilleurs auteurs d’outre-Atlantique. C’est le cas de Tom Wolfe (qui est l’auteur du prodigieux *Bûcher des vanités*) dont il traduit l’immense roman *Acid Test*, cette épopée beatnik qui parut au Seuil en 1975. On lui doit aussi la traduction des livres de Jérôme Charyn, de la *Fosse aux chiens* de John Cowper Powys, de *Crève !* de James Carr, du *Boulevard des trahisons* de Thomas Sanchez, et de tant d’autres œuvres d’écrivains américains. Il sera en 1976 le cofondateur des éditions Paul Vermont qu’il animera jusqu’en 1982. Eric Dussert lui fait, dans sa notice, un amical reproche : celui de ne pas avoir pris la peine de jeter sur le papier le souvenir de tant de rencontres et d’expériences uniques, estimant qu’il aurait très tôt atteint sa pleine notoriété s’il avait consigné. Cet « *éminent passeur franco-américain* », ce passionné de l’immense liberté (pour le meilleur comme pour le pire) de la vie new-yorkaise, ce témoin de la génération beatnik, et beaucoup plus que cela, dont « *l’existence semble avoir été construite au hasard des rencontres* », meurt à Paris le 4 juin 2007, à 81 ans.

R. S.

◆ L’abbé François Egreghi (prêtre catholique de la Tradition) cherche personnes pouvant lui envoyer des intentions/horaires de messes à célébrer (17 € la messe). Lui envoyer chèques à : rue de la Victoire 75, 1060 Bruxelles, Belgique.
◆ Dame seule habitant la région parisienne cherche compagnie. Ecrire au journal qui transmettra.

Dans un violon



par
Hannibal

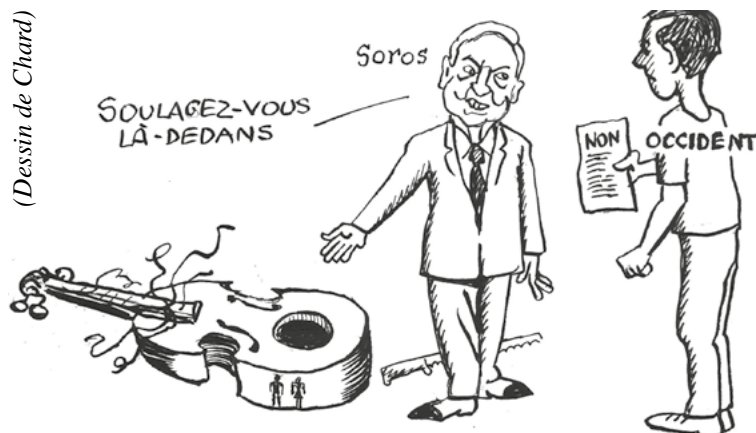
Je n'ai pas de violon. Pour ce que ça sert. La plupart des humains s'en servent pour faire pipi dedans. Rien ne les détourne de cet étrange passe-temps. C'est toute la politique d'aujourd'hui.

Prenez les migrants, l'immigration de masse, disons l'invasion, en français. Les peuples d'Europe se décarcassent pour dire qu'ils n'en veulent pas. C'est ce qui a causé le Brexit, l'essor du FPÖ en Autriche, l'écrasante victoire du *non* au referendum hongrois. Et puis voilà, c'est tout. Madame May, le Premier ministre britannique, fera son frichti économique un peu différemment, renverra chez eux peut-être trois plombiers polonais, et la submersion de l'Angleterre par le Tiers Monde musulman n'en continuera pas moins, tranquille comme Baptiste. Quant à la Hongrie, le bon Jean-Claude Juncker a prévenu, « *ce sera le début de la fin de l'UE* » si un Etat membre refuse de se plier aux ukases de Bruxelles, aux quotas qu'elle décrète.

Si seulement c'était vrai ! Avec ou sans les mauvaises têtes, le troupeau continuera à marcher vers l'abattoir. Ainsi le veulent les idéologues qui tiennent les cordons de la bourse. Soros, l'homme juif hongrois des Rothschild, a son idée là-dessus, il faut que l'Union européenne investisse au moins trente milliards par an pour encourager les migrants à s'installer chez elle, et comme elle ne les a pas, il l'engage à les emprunter. La dette accrue accroîtra sa ruine et sa soumission à la révolution mondiale dont l'islam conquérant est une composante. Et précipitera le Grand Remplacement. La haine de certains juifs idéologues pour l'Europe chrétienne n'a pas de borne ; elle est le moteur du laïcisme et de l'invasion. L'heure du châtimeur a sonné pour la grande prostituée qui ne s'est pas soumise aux Elus. Le viol des Allemandes par les Ivan et des Normandes par les GI's voilà soixante-dix ans n'a pas suffi. Il faut aller plus loin dans l'humiliation.

Partout en Europe, les peuples plébiscitent la nation, havre, refuge, et supplient l'Etat d'exercer sa responsabilité, de remplir sa mission. Ils feraient aussi bien d'uriner dans un Stradivarius. Presque partout en effet l'Etat se défile, se vautre dans la plus vile trahison, remet ses faisceaux aux institutions supranationales, et met les ressources, y

(Dessin de Churd)



compris militaires, que lui confient les peuples, au service de la révolution mondiale, pour combattre ceux qui tentent de sauver les meubles. Ainsi en ont décidé les Elus qui inspirent le système. Des les années quatre-vingts, le *jew french doctor* Bernard Kouchner, aidé de l'inévitable Bernard-Henri Lévy, avait converti le couple Chirac-Mitterrand à la « *morale de l'extrême urgence* » afin de soustraire les populations aux « *atrocités* » que leur faisaient censément subir les « *dictateurs* ». La chose, curieusement, ne s'appliquait pas à l'Union soviétique. Ce stratagème moral imaginé par les élus pour limiter, et, disons-le, détruire, la souveraineté nationale, fut alors baptisé « *devoir d'ingérence* ». Et nos amis élus jouaient sans modération sur la corde sensible, mettant en avant l'humanitaire, les femmes et les enfants, pour stimuler le sens moral et le devoir de solidarité des Occidentaux.

Aujourd'hui, les Etats-Unis, qui mènent la révolution mondialiste, ont repris cette grosse ruse sous le nom de responsabilité de protéger. Il ne s'agit nullement de la responsabilité naturelle de l'Etat, qui est de protéger sa nation, mais de protéger des individus partout dans le monde, censément menacés par tel ou tel Etat. En 2004, George Soros, encore lui, écrivait dans *Foreign Policy* un article intitulé la souveraineté des gens, ou des individus, développant l'idée que les individus délèguent la souveraineté dont ils sont les seuls vrais dépositaires à l'Etat : si celui-ci en abuse, si les Elus estiment qu'il en abuse, alors « *la communauté internationale peut traverser les frontières d'un d'Etat pour protéger les droits des citoyens* » menacés.

Se fondant sur cette affirmation, Samantha Power, ambassadrice des Etats-Unis à l'ONU depuis 2013, a étoffé la théorie de la « *responsabilité de protéger* » (*Responsability to protect*, en abrégé R2P). Un Etat a le devoir de protéger ses populations des atrocités de masse ; la communauté internationale a le devoir de l'assister s'il n'en est pas capable ; si l'Etat échoue, la communauté internationale a

le devoir d'agir par des mesures coercitives. Y compris la guerre. La guerre humanitaire est l'*ultima ratio* de nos nouveaux rois, de la démocratie mondiale. Pour rendre ce principe opérationnel, pour donner à la communauté internationale un guide pratique d'action à

cet effet, Samantha Power a fondé, avec des universitaires et des pontes américains, des ONG (*Crisis Group*, *Human Rights Watch*, *Oxfam*, *Refugees international*, etc), des représentants de Nations étrangères, le GCR2P, le *Global center for responsibility to protect*. Comme par hasard, il a pour plus généreux donateur l'Open Institute, branche de l'*Open Foundation*, par laquelle George Soros finance les projets qui lui tiennent à cœur.

Face à des réseaux si étendus et si puissamment organisés, l'Américain qui vote Trump en pensant revenir, sinon à l'isolationnisme intégral, du moins à un bellicisme moins systématique, à un interventionnisme moins compulsif, ferait aussi bien de soulager sa vessie dans le crincrin qui lui sert pour accompagner l'office du dimanche : pendant qu'Hillary et Donald se lancent mutuellement des seaux d'ordure à la figure, leurs colistiers, Mike Pence pour les républicains et Tim Kaine pour les démocrates, sont tombés d'accord lors de leur débat du 4 octobre pour que les Etats-Unis dirigent « *la protection des civils vulnérables et de plus de cent mille enfants à Alep* », et approuvent tous deux « *la responsabilité américaine de protéger les civils et prévenir le massacre de masse* ». On ne voit pas bien pourquoi, seuls dans le monde, les électeurs américains auraient le privilège de ne pas être cocus.

En tout cas les Colombiens peuvent faire valoir sans conteste leur droit à se faire piétiner par leurs élites ou prétendues telles. A force de concessions absolument détestables et insupportables, leur président Juan Manuel Santos a obtenu un « *accord de paix* » tout à fait bancal avec les FARC, laissant de côté deux questions cruciales, les centaines de milliers de morts et d'exactions, le lien entre les FARC et la drogue. Il avait le soutien de la maçonnerie internationale, et, se fondant sur des sondages fallacieux, il pensait qu'une majorité de Colombiens l'approuvaient. Aussi a-t-il imaginé de se faire plébisciter à cette occasion, et, le peuple colombien étant un peu dégoûté des comédies électorales, il avait obtenu que le scrutin serait dit valide si seulement 14 % des Colombiens votaient (par comparaison, avec 45 % de participation, le référendum sur les migrants en Hongrie a été invalidé). Las, avec 38 % de participation, l'accord de paix a été rejeté par la majorité des votants. La question a donc été, du point de vue légal, clairement tranchée : mais, comme pour la constitution européenne en France, il ne sera pas tenu compte du vote. Les Colombiens auraient mieux fait de se vider dans leur mandoline, car le président Santos leur a clairement déclaré que l'affaire n'était pas finie. Le processus de paix est toujours en cours, et la communauté internationale s'assoit carrément sur la décision du peuple colombien. Le prix Nobel de la paix vient d'être décerné à cet homme qui prend diamétralement le contrepied du sentiment des Colombiens.

maine dernière à s'affubler de postiches de ventres de femmes enceintes afin de pousser un public d'hommes réputés machistes à se donner plus de mal dans les tâches ménagères. On ne comprend pas bien le raisonnement de ces braves gens, mais ce qui est réconfortant est que là-bas la propagande féministe prend très mal, y compris auprès des entreprises, qui ne sont pas chaudes du tout pour laisser plus de place au travail féminin. Mais les Japonais finiront par y venir : autant vaudrait pour eux s'adonner à une miction dans leur Kokyu que de protester contre les campagnes de publicité débiles : les gouverneurs de province s'engagent à être « *plus gentils à la maison* » afin de modifier la mentalité du Japonais moyen.

A la vérité, la révolution mondiale ne saurait souffrir d'exception. Il faut que les peuples se soumettent entièrement à elle, que les us, mœurs, coutumes et croyances anciennes cèdent devant l'obligation qu'elle fait à tout le monde. Elle compte que nul ne se rebellera. J'ignore si elle fait un bon pari, concernant les jeunes, car j'en connais plus d'un qui n'a pas la sotte révérence de ses aînés devant les édits du politiquement correct. Ce qu'il y a de certain en tout cas, c'est que les papys commencent à faire de la résilience. Il est évident que la morale et les obligations politiques de la révolution mondiale sont une pure horreur pour les gens de plus de soixante ans, et qu'à l'inverse, quelqu'un qui continuerait à aimer, croire, dire, penser et faire ce qu'on lui a appris il y a soixante ans ferait figure aujourd'hui d'hérétique à brûler. Que dire des plus de quatre-vingts ? Jean-Marie Le Pen et Brigitte Bardot, qui enchantèrent la Quatrième République, désolent la post-modernité. Et ils ne sont pas les seuls. Les plus de quatre-vingts ans commencent à former une classe de grands rebelles. Michel Galabru, peu avant de passer l'arme à gauche, avait eu un très beau cri du cœur à propos des « *pédés* ». Pierre Tchernia, qui nous a quittés le 8 octobre, était, sous ses airs doux et souriants, un esprit assez caustique dont son inoubliable *Gueule de l'autre* fut une éclatante manifestation. Philippe Tesson a eu un joli coup de gueule contre certains « *musulmans qui foutent la m...* ». Et Alain Delon est un multirécidiviste des propos sur la nation, les hommes, les femmes, la vie, la coiffure, les homosexuels, qui choquent profondément tant ses enfants que l'inénarrable Patrick Timsit. Ce doit être l'âge. Georges Clemenceau, qui fut un des républicains les plus nocifs de sa bande, devint au soir de sa vie un Vendéen plein de bon sens et de férocité pour le régime qu'il avait servi. Ainsi tous ces papys, avant de passer le seuil dont on ne revient pas, regimbent-ils devant la sottise d'un monde qu'ils n'aiment pas. Il est moins pénible d'être mis au rancard par la mort que d'être remplacé par des crétins, des étrangers, des ennemis. Mais il est bien tard pour tous ces papys de se rebeller : la farce est jouée, c'est comme s'ils pissaient dans une viole de gambe.

Ecrits de Paris

AU SOMMAIRE D'OCTOBRE 2016



Jim REEVES : « Pour vérifier » les affabulations et les impostures dont se nourrit l'automate Clinton — Sylvestre ALIBERT : Une approche de la nouvelle droite américaine du nationalisme blanc — Scipion de SALM : L'ethnonationalisme, base saine de toute communauté humaine — Sylvestre ALIBERT : Les derniers des grognards, bref récit d'un vétéran de la division Charlemagne — Michel FROMENTOUX : Saint François-Régis, un saint du XVII^e siècle, comme il nous en faudrait beaucoup aujourd'hui ! — David VEYSSEYRE : Recension des recueils de poésie de Louis de Condé (deuxième partie) — Patrick LAURENT : De controverse en révélations.

Chèques à l'ordre d'Editions des Tuileries
19 avenue d'Italie 75013 Paris.
10 euros franco de port le numéro,
53 euros l'abonnement pour un an.

Archives numériques en vente à 2 euros sur <[http : //boutique-rivarol. com/](http://boutique-rivarol.com/)>.

RIVAROL.COM

Dès le mardi soir, vous pouvez consulter notre site Internet pour vous assurer que notre hebdomadaire a bien paru, en connaître le sommaire, lire l'éditorial et le billet hebdomadaire, consulter l'agenda et le courrier des lecteurs.

Pour toutes les correspondances administratives, utiliser l'adresse <[contact@rivarol. com](mailto:contact@rivarol.com)>, l'adresse <jeromebourbon@yahoo.fr> étant réservée au courrier rédactionnel.

A quoi s'amuse les politiques qu'élisent les peuples ? Au Japon, où la situation économique est difficile, trois gouverneurs ont pris plaisir la se-